



PUBLIE LE

17 OCT. 2025

**SERVICE  
JURIDIQUE ET  
ASSEMBLEES**

**CONSEIL MUNICIPAL**

---

**SEANCE DU JEUDI 26 JUIN 2025**

---

**PROCES-VERBAL**

---

Le Conseil Municipal de la Ville de Rouen, régulièrement convoqué par son Maire, s'est réuni en l'Hôtel de Ville, le jeudi 26 juin 2025.

La séance est ouverte à 14 h 12 par M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire, Président.

Sur sa proposition, M. Valentin RASSE-LAMBRECQ est désigné comme secrétaire de séance.

**PRESENTS** : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL (absent de 15 h 30 à 17 h), Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVVOY, Mme Laura SLIMANI (représentée par Mme Fatima EL KHILI jusqu'à son arrivée en séance à 16 h 34), M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE, M. Manuel LABBE (représenté par M. Jean-Pierre TREDET après son départ de la séance à 18 h 02), Mme Fatima EL KHILI, M. Sileymane SOW (représenté par Mme Elizabeth LABAYE pendant son absence de 15 h 50 à 18 h 39), Mme Elizabeth LABAYE (représentée par Mme Caroline DUTARTE après son départ de la séance à 19 h 17), M. Matthieu de MONTCHALIN (représenté par Mme Caroline DUTARTE pendant son absence de 17 h à 18 h 15), Mme Amèle MANSOURI, M. Frédéric MARCHAND, M. Nicolas ZUILLI, Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR (représentée par M. Mohamed BERBRA après son départ de la séance à 18 h 02), Mme Annie BOULON-FAHMY, M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO, M. Jean DE BEIR, M. Yves SORET (représenté M. Mamadou DIALLO après son départ de la séance à 17 h 54), M. Kader FEHIM, M. Pierre-Yves ROLLAND, Mme Claire GUEVILLE, M. Cyrille MOREAU (à partir de 14 h 30), M. Stéphane MARTOT, Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par M. Adrien NAIZET jusqu'à son arrivée en séance à 15 h et après son départ de la séance à 18 h), Mme Marie DESBORDES, Mme Christine de CINTRE (représentée par M. Kader FEHIM après son départ de la séance à 19 h 10), M. Abdelkrim MARCHANI (représenté par Mme Zohra AMIMI pendant son absence de 16 h 37 à 19 h 47), M. Thibaut DROUET, Mme Zohra AMIMI, Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHHOU, M. Adrien NAIZET, M. Samuel de GENTIL-BAICHIS (jusqu'à son départ de la séance à 16 h 05), M. Valentin RASSE-LAMBRECQ, Mme Louisa MAMERI (représentée par M. Bruno DEVAUX jusqu'à son arrivée en séance à 15 h et après son départ de la séance à 18 h 43), M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE (à partir de 17 h 42), M. Bruno DEVAUX, Mme Hayet ZERGUI (représentée par Mme Félicie RENON après son départ de la séance à 19 h 35), M. Pierre-Antoine PRIMONT, M. Guillaume CHAROULET (jusqu'à son départ de la séance à 16 h 15 et représenté par M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE à partir de 17 h 42), Mme Marine CARON, Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET (jusqu'à son départ de la séance à 20 h 45), Mme Samira HADDOUCHE, M. Kalminthe GOMIS (représenté par Mme Samira HADDOUCHE après son départ de la séance



à 18 h 46), Mme Régine GOMIS (représentée par M. Cyrille MOREAU après son départ de la séance à 16 h 45), Conseillers Municipaux.

**REPRESENTES** : Mme Sarah VAUZELLE (représentée par M. Thibaut DROUET), Mme Françoise LESCONNÉC (représentée par M. Stéphane MARTOT), Mme Marie FOUQUET (représentée par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par Mme Claire GUEVILLE), M. Nicolas LEVARAY (représenté par Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU), Mme Sophie CARPENTIER (représentée par Mme Marine CARON), Mme Marie BERRUBÉ (représentée par M. Pierre-Antoine SPRIMONT).

**ABSENTE** : Mme Marie ATINAULT.

### **Procès-verbal analytique de la séance du jeudi 3 avril 2025**

M. le Maire soumet au Conseil Municipal l'adoption du procès-verbal de la séance du jeudi 3 avril 2025.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

\*\*\*

### **Motions & vœux**

M. le Maire indique que cinq motions et un vœu ont été déposés avant l'ouverture de la séance. Il précise qu'en raison du sujet commun aux deux dernières motions, il sera procédé à un seul débat pour ces deux motions avec deux votes séparés.

1<sup>ère</sup> motion, présentée par le groupe Les Républicains, sous le titre « Sauvons la Ligne Nouvelle Paris-Normandie ! »

La motion présentée par M. DEVAUX rappelle que la Ville de Rouen et sa métropole ont subi plusieurs revers au cours des quinze dernières années, notamment concernant des projets d'infrastructure comme l'aéroport, le canal fluvial Seine-Est, le contournement Est de Rouen et la ligne nouvelle Paris-Normandie.

Malgré le soutien des milieux économiques et des collectivités territoriales, les hésitations et l'incapacité du maire actuel à fédérer un lobbying ont nui à ces projets.

Le Conseil d'Etat a récemment validé le schéma directeur environnemental de la Région Île-de-France, omettant le projet de la ligne nouvelle Paris-Normandie, ce qui confirme l'abandon de ce projet crucial pour la région et le port du Havre. Les élections municipales de l'an prochain offrent une opportunité de redynamiser la ville en fusionnant les énergies et en adoptant une approche plus collaborative.

En conclusion la motion demande que le Conseil Municipal réaffirme son soutien au contournement Est de Rouen et à une nouvelle ligne ferroviaire Paris-Normandie, ligne dont le tracé doit rester favorable à notre capitale régionale.

Après prise de parole de M. LABBE, M. SPRIMONT, M. BEREGOVOY, Mme CARON et M. SOW, M. le Maire soumet la motion au vote.

La motion votée à 14 h 35 est rejetée.

(44 voix contre : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste)

(9 voix pour : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,  
groupe les Républicains)



2<sup>ème</sup> motion, présentée par le groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants, sous le titre « La qualité de vie au travail ? Une priorité absolue ! »

La motion présentée par Mme CARON rappelle que depuis plusieurs mois, la Ville de Rouen fait face à une dégradation des conditions de travail, confirmée par les agents et les syndicats.

La direction de la vie sportive a récemment perdu tout son encadrement supérieur, soulignant un malaise généralisé dans le pilotage des services municipaux. Ce climat de tension, marqué par des départs, de l'absentéisme et des arrêts maladie, témoigne de difficultés récurrentes dans le dialogue social. Les élus doivent prendre en compte cette souffrance et apporter des réponses urgentes, car les agents municipaux sont essentiels au bon fonctionnement des services publics.

Améliorer la qualité de vie au travail (QVT) est crucial pour le bien-être des agents et la qualité du service rendu aux habitants. Des initiatives comme celles de Strasbourg, Lille, Grenoble et le Département de la Seine-Maritime montrent que des politiques de QVT ambitieuses peuvent transformer positivement les collectivités. La mairie de Rouen doit impulser une culture managériale basée sur la confiance et l'écoute pour garantir un service public durable et performant.

En conclusion, la motion demande que le Conseil Municipal s'engage à :

- conduire un audit externe sur la qualité de vie au travail dans chaque direction de la collectivité,
- développer un plan pluriannuel de développement de la qualité de vie au travail et le présenter en Conseil Municipal,
- renforcer l'initiative interne des agents en créant des manifestations du type « trophées de l'initiative »,
- expérimenter la pair-aidance, notamment dans les services les plus exposés au stress ou à la maladie.

Après prise de parole de M. LABBE, M. MARTOT, M. DEVAUX, M. de MONTCHALIN et M. SPRIMONT, M. le Maire soumet la motion au vote.

La motion votée à 14 h 48 est rejetée.  
(44 voix contre : groupe Fier.e.s de Rouen,  
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,  
groupe communiste)  
(6 voix pour : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,  
groupe les Républicains)  
(3 abstentions : groupe Au cœur de Rouen)

3<sup>ème</sup> motion, présentée par le groupe Au cœur de Rouen, sous le titre « Ne soyons plus mis devant le fait accompli »

La motion présentée par M. SPRIMONT rappelle que durant son mandat, le maire de Rouen a souvent fait voter des délibérations sur des événements ou des décisions déjà prises, ce qui a été critiqué comme un dysfonctionnement démocratique.

En mai, il a été révélé que le maire avait négocié un spectacle coûteux de 11 millions d'euros, prévu pour juillet, sans consultation préalable. En novembre 2024, alors qu'il protestait contre le manque de fonds pour la commune, il était déjà en négociation pour ce spectacle, ce qui a été perçu comme cynique.

La minorité de contribuables finançant le budget municipal a été particulièrement touchée par cette décision unilatérale et coûteuse. Finalement, la pression populaire a conduit à une remise en question de cette gouvernance.



En conclusion la motion propose que le Conseil Municipal décide de systématiquement porter à délibération et au vote du Conseil Municipal, les projets engageant pour les finances de la commune.

Après prise de parole de M. PRIMONT, Mme RENON, Mme MALLEVILLE, M. BEREGOVY, M. LABBE et M. DEVAUX, M. le Maire soumet la motion au vote.

La motion votée est rejetée à 14 h 59 :  
(44 voix contre : groupe Fier.e.s de Rouen,  
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,  
groupe communiste)  
(3 voix pour : groupe Au cœur de Rouen)  
(6 abstentions : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,  
groupe les Républicains)

M. le Maire précise que les deux dernières motions sont présentées et votées séparément, mais font l'objet d'un débat commun compte tenu de la proximité de leur sujet.

4<sup>ème</sup> motion, présentée par le groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,  
sous le titre « Pour la paix, la solidarité et la dignité humaine »

La motion présentée par M. BEREGOVY rappelle que le 28 mai dernier, l'ambassadeur palestinien Riyad Mansour a ému la communauté internationale en évoquant la situation alimentaire dramatique des enfants de Gaza, s'effondrant en larmes durant son discours.

Quelques jours plus tard, l'ancien Premier ministre israélien Ehud Olmert a dénoncé la politique de Benyamin Netanyahu, la qualifiant de criminelle. Les crimes du 7 octobre 2023 perpétrés par le Hamas n'excusent pas l'oubli de la situation désespérée à Gaza, où des dizaines de milliers de morts et une catastrophe humanitaire insupportable se déroulent.

La politique du gouvernement israélien s'étend également en Cisjordanie, avec des violences croissantes et une colonisation accélérée. Face à cette situation, la Ville de Rouen a décidé de porter une délibération pour attribuer une subvention exceptionnelle à l'UNICEF, dédiée aux enfants de Gaza, en accord avec ses valeurs de justice, de liberté et de solidarité.

En conclusion la motion demande :

1) Le remplacement immédiat de la banderole actuelle sur l'Hôtel de Ville par une nouvelle portant ce message : « Justice et Paix ! » afin d'appeler à la fin du massacre et à la libération des otages, de témoigner publiquement de notre attachement à la paix, aux droits humains et au respect des résolutions de l'ONU, seules à même de permettre la reconnaissance de deux Etats indépendants vivant en paix et sécurité.

2) L'initiation d'un jumelage entre la Ville de Rouen avec une collectivité palestinienne de Cisjordanie et une collectivité israélienne dirigée par des élu-es qui s'opposent à la politique criminelle menée par Benyamin Netanyahu, afin de construire un lien de solidarité concret, durable et porteur d'espoir.

5<sup>ème</sup> motion, présentée par le groupe communiste et le groupe Fier.e.s de Rouen, sous le titre  
« Rouen, Défenseure de la solidarité entre les Peuples »

La motion présentée par M. LABBE rappelle que la Ville de Rouen a établi de nombreux jumelages et partenariats avec des villes du monde entier, symbolisant son engagement pour la paix et la fraternité entre les peuples.



Face à la situation critique au Proche-Orient, notamment en Palestine, Rouen souhaite exprimer sa solidarité en se jumelant avec une ville palestinienne ou un camp de réfugiés, ainsi qu'avec une ville israélienne ne partageant pas les positions de Benjamin Netanyahu.

Plusieurs villes françaises ont déjà établi des jumelages avec des villes israéliennes et palestiniennes. Rouen suit cet exemple pour promouvoir la paix et la coopération internationale.

En s'engageant dans ce jumelage, le conseil municipal de Rouen soutient une paix juste et durable, et appelle la France à jouer un rôle diplomatique pour arrêter l'escalade guerrière entre le Hamas et le gouvernement israélien. Cette initiative s'inscrit dans la position historique de la France de défendre une solution à deux États et encourage la reconnaissance de l'État de Palestine.

Après prise de parole de M. SPRIMONT et Mme ZERGUI, M. LABBE demande la prise en compte de l'amendement suivant à la motion du groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes :

« Ajout d'un dernier paragraphe : Le gouvernement français a confirmé la volonté d'Emmanuel MACRON de reconnaître dans les prochaines semaines l'Etat de Palestine. C'est le message que nous véhiculons sur le fronton de l'Hôtel de Ville de Rouen avec une banderole depuis le 9 novembre qui relaie la position historique de la France, c'est la seule issue à cette guerre, une solution à deux Etats permettant la paix entre les peuples, du droit à Israël et à la Palestine à vivre en paix.

Et ajouter au 1<sup>er</sup> point de la conclusion : Une fois la reconnaissance de l'Etat de Palestine par la France le remplacement de la banderole actuelle sur le fronton de l'Hôtel de Ville par une nouvelle portant ce message : Justice et Paix. »

Mme MAMERI, M. DIALLO et M. DEVAUX prennent ensuite la parole. M. le Maire donne à nouveau la parole à M. BEREGOVY qui au nom du groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes accepte la demande d'amendement du groupe communiste.

M. le Maire soumet les deux motions au vote et indique que 9 élus des groupes Au cœur de Rouen, Rouen A'Venir Centre & Indépendants et les Républicains ne participent pas aux deux votes.

La motion ainsi amendée du groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes votée à 15 h 29 est adoptée à l'unanimité des votants.

La motion du groupe communiste et du groupe Fier.e.s de Rouen.nes votée à 15 h 29 est adoptée à l'unanimité des votants.

M. le Maire indique que compte tenu du temps consacré aux motions et conformément au règlement intérieur, le vœu sera présenté en fin de séance.

M. le Maire laisse la présidence de la séance du Conseil Municipal à Mme Caroline DUTARTE et quitte la salle pendant la période nécessaire aux débats et votes concernant les délibérations n° 1 à 6. (de 15 h 30 à 17 h)



## DES FINANCES MAITRISEES

### **1°/ Approbation du compte financier unique du budget principal pour l'exercice 2024**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Un débat s'instaure au-cours duquel prennent successivement la parole : M. de MONTCHALIN, M. DEVAUX, Mme CARON, M. SPRIMONT, M. LABBE et M. BEREGOVY.

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du compte financier unique de la Ville pour l'exercice 2024 concernant le budget principal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- adopte le compte financier unique du budget principal pour l'exercice 2024, lequel peut se résumer par le tableau intégré à la présente délibération,

2.- constate les identités de valeurs avec les indications du Responsable du Service de Gestion Comptable relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

3.- arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT (en €)****MOUVEMENTS REELS**

Dépenses réelles de fonctionnement	159 116 366,51
Recettes réelles de fonctionnement	191 357 829,97
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>32 241 463,46</b>

**MOUVEMENTS D'ORDRE**

Dépenses d'ordre de fonctionnement	14 651 464,86
Recettes d'ordre de fonctionnement	2 907 205,56
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-11 744 259,30</b>

Résultat de l'exercice 2024	20 497 204,16
-----------------------------	---------------

Résultat antérieur reporté 2023	22 369 678,14
---------------------------------	---------------

Résultat de clôture de la section de foncti	42 866 882,30
---	---------------

**SECTION D'INVESTISSEMENT (en €)****MOUVEMENTS REELS**

Dépenses réelles d'investissement	57 298 299,85
Recettes réelles d'investissement	25 659 287,34
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-31 639 012,51</b>

**MOUVEMENTS D'ORDRE**

Dépenses d'ordre d'investissement	3 444 249,44
Recettes d'ordre d'investissement	15 188 508,74
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>11 744 259,30</b>

Résultat de l'exercice 2024	-19 894 753,21
-----------------------------	----------------

**RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES**

Résultat antérieur reporté 2023	-15 058 327,74
---------------------------------	----------------

Affectation en investissement d'une partie de l'excédent de fonctionnement 2023	15 058 327,74
---	---------------

<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>
--------------	-------------

Résultat de clôture de la section d'investi	-19 894 753,21
---	----------------

<b>Résultat de clôture 2024</b>	<b>22 972 129,09</b>
---------------------------------	----------------------

La délibération votée à 17 h est adoptée

(43 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,  
groupe communiste)

(8 voix contre : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,  
groupe Les Républicains)

**2°/ Approbation du compte financier unique du budget annexe de l'Etincelle pour l'exercice 2024**  
**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du compte financier unique de la Ville pour l'exercice 2024 concernant le budget annexe de l'Etincelle.





Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- adopte le compte financier unique pour l'exercice 2024 du budget annexe de l'Etincelle annexé à la présente délibération ;

2.- constate les identités de valeurs avec les indications du Responsable du Service de Gestion Comptable relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

3.- arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT (en €)</b>	
<b><u>MOUVEMENTS REELS</u></b>	
Dépenses réelles de fonctionnement	1 059 823,44
Recettes réelles de fonctionnement	1 053 454,52
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-6 368,92</b>
<b><u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u></b>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	27 246,52
Recettes d'ordre de fonctionnement	0,00
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-27 246,52</b>
Résultat de l'exercice 2024	-33 615,44
Résultat antérieur reporté 2023	167 336,22
Résultat de clôture de la section de fonctionnement 2024	133 720,78
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT (en €)</b>	
<b><u>MOUVEMENTS REELS</u></b>	
Dépenses réelles d'investissement	23 165,62
Recettes réelles d'investissement	0,00
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-23 165,62</b>
<b><u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u></b>	
Dépenses d'ordre d'investissement	0,00
Recettes d'ordre d'investissement	27 246,52
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>27 246,52</b>
Résultat de l'exercice 2024	4 080,90
<b><u>RESULTATS ANTERIEURS REPORTES</u></b>	
Résultat antérieur reporté 2023	-15 107,57
Affectation en investissement d'une partie de l'excédent de fonctionnement 2023	15 107,57
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>
Résultat de clôture de la section d'investissement 2024	4 080,90
<b>Résultat de clôture 2024</b>	<b>137 801,68</b>





La délibération votée à 17 h est adoptée

(43 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste)

(8 voix contre : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,

groupe Les Républicains)

**3°/ Approbation du compte financier unique du budget annexe des locations immobilières aménagées assujetties à la T.V.A. (OMNIA) pour l'exercice 2024**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**


Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du compte financier unique de la Ville pour l'exercice 2024 concernant le budget annexe des locations immobilières aménagées assujetties à la T.V.A.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- adopte le compte financier unique pour l'exercice 2024 du budget annexe des locations immobilières aménagées assujetties à la T.V.A. annexé à la présente délibération,

2.- constate les identités de valeurs avec les indications du Responsable du Service de Gestion Comptable relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

3.- arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-après :

Pour l'autorité compétente	<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT (en €)</b>
	<b>MOUVEMENTS REELS</b>
	Dépenses réelles de fonctionnement 39 525,46
	Recettes réelles de fonctionnement 273 698,34
	<b>SOUS TOTAL 234 172,88</b>
	<b>MOUVEMENTS D'ORDRE</b>
	Dépenses d'ordre de fonctionnement 159 495,00
	Recettes d'ordre de fonctionnement 0,00
	<b>SOUS TOTAL -159 495,00</b>
	Résultat de l'exercice 2024 74 677,88
	Résultat antérieur reporté 2023 -7 847,81
	Résultat de clôture de la section de fonctionnement 2024 66 830,07
	<b>SECTION D'INVESTISSEMENT (en €)</b>
	<b>MOUVEMENTS REELS</b>
	Dépenses réelles d'investissement 196 182,64
	Recettes réelles d'investissement 0,00
	<b>SOUS TOTAL -196 182,64</b>
	<b>MOUVEMENTS D'ORDRE</b>
	Dépenses d'ordre d'investissement 0,00
	Recettes d'ordre d'investissement 159 495,00
	<b>SOUS TOTAL 159 495,00</b>
	Résultat de l'exercice 2023 -36 687,64
	<b>RESULTATS ANTERIEURS REPORTES</b>
	Résultat antérieur reporté 2023 1 055 899,56
	Affectation en investissement d'une partie de l'excédent de fonctionnement 2023 0,00
	<b>TOTAL 1 055 899,56</b>
	Résultat de clôture de la section d'investissement 2024 1 019 211,92
	<b>Résultat de clôture 2024 1 086 041,99</b>

La délibération votée à 17 h est adoptée  
 (43 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,  
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,  
groupe communiste)  
 (8 voix contre : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,  
groupe Les Républicains)

**4°/ Approbation de l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 dégagé par le budget principal**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté au compte financier unique 2024 pour le budget principal de la Ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte l'affectation du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte financier unique 2024 à hauteur de 42.866.882,30 € du budget principal de la Ville de la



manière suivante :

- à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement pour 19.894.753,21 € (compte 1068),
- le solde, soit 22.972.129,09 €, étant porté en recette de fonctionnement (compte 002).

La délibération votée à 17 h est adoptée

(43 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste)

(8 voix contre : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,

groupe Les Républicains)

**5°/ Approbation de l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 dégagé par le budget annexe de l'Etincelle**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté au compte financier unique 2024 pour le budget annexe de l'Etincelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte l'affectation du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte financier unique 2024 à hauteur de 137.801,68 € du budget annexe de l'Etincelle de la manière suivante :

- en recette de fonctionnement (compte 002) dans son intégralité, soit 133 720,78 €,
- le solde d'exécution positif dégagé sur la section d'investissement pour 4 080,90 € étant inscrit en recette d'investissement (compte 001).

La délibération votée à 17 h est adoptée

(43 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste)

(8 voix contre : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,

groupe Les Républicains)

**6°/ Approbation de l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024 dégagé par le budget annexe des locations immobilières aménagées assujetties à la T.V.A**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté au compte financier unique 2024 pour le budget annexe des locations immobilières aménagées assujetties à la T.V.A.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte l'affectation du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte financier unique 2024 à hauteur de 1.086.041,99 € du budget annexe des locations immobilières aménagées assujetties à la T.V.A. de la manière suivante :

- en recettes de fonctionnement (compte 002) dans son intégralité, soit 66 830,07 €,
- le solde d'exécution positif dégagé sur la section d'investissement pour 1 019 211,92 € étant inscrit en recette d'investissement (compte 001).

La délibération votée à 17 h est adoptée

(43 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste)

(8 voix contre : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,

groupe Les Républicains)

**7°/ Adoption de la décision modificative n° 1 de l'exercice 2025 du budget principal**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que :

- il y a lieu d'affecter le résultat de fonctionnement reporté de l'exercice 2024,
- il y a lieu d'ajuster le montant des recettes dont le montant définitif pour l'année 2025 a été notifié à la Ville,



- il y a lieu d'ajuster les prévisions de dépenses ouvertes au budget primitif 2025 du budget principal ;
- il y a lieu d'ajuster les prévisions de recettes, notamment celle relative à l'emprunt d'équilibre,
- il y a lieu d'ajuster le montant de la contribution versée au Centre Communal d'action Sociale de la Ville de Rouen,
- il y a lieu d'ajuster le montant des crédits pluriannuels (autorisations de programme) conformément aux règles de gestion définies dans le Règlement Budgétaire et Financier adopté par le Conseil Municipal le 17 décembre 2020.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- adopte la décision modificative n° 1 pour l'exercice 2025 pour le budget principal, arrêté, tant en recettes qu'en dépenses, à :  
+ 47.996.285,10 € (dont mouvements d'ordre : - 2.728.736,04 € et virement entre sections : +28.151.334,18 €),
- 2.- autorise l'ajustement des crédits en dépenses et en recettes, conformément aux états à la présente délibération,
- 3.- autorise l'ajustement des Autorisations de programme antérieures à l'exercice 2025, conformément aux états à la présente délibération,
- 4.- autorise le versement des subventions d'équilibre du budget principal aux budgets annexes de l'Etincelle pour 914.598,27 € et des Locations Immobilières Aménagées pour 76.505,93 €,
- 5.- autorise le versement d'une participation au budget principal du Centre Communal d'Action Sociale de Rouen pour 5.778.791,00 €,
- 6.- autorise, dans les conditions définies par la délibération du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 relative aux délégations du Conseil Municipal au Maire, les produits de financement pour le présent exercice budgétaire pour un montant maximum modifié au budget supplémentaire 2025 de : 13.000.000,00 € pour le budget principal de la Ville de Rouen,
- 7.- adopte les tableaux des Autorisations de Programme (A.P.) et des Crédits de Paiement (C.P.) modifiés,
- 8.- affecte les autorisations de programme ajustées au titre du budget supplémentaire pour l'exercice 2025 du budget principal.

La délibération votée à 17 h est adoptée  
(44 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,  
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,  
groupe communiste)  
(8 voix contre : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,  
groupe Les Républicains)

**8°/ Adoption de la décision modificative n° 1 du budget annexe de l'Etincelle pour l'exercice 2025**  
**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que :

- il y a lieu d'ajuster les crédits ouverts au budget primitif 2025 du budget annexe de l'Etincelle,
- il y a lieu de reprendre les résultats de clôture 2024 du budget annexe de l'Etincelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- adopte la décision modificative n° 1 pour l'exercice 2025 du budget annexe de l'Etincelle, arrêté tant en dépenses qu'en recettes à :

**FONCTIONNEMENT**

Dépenses réelles	+10 496,00 €
Dépenses d'ordre	+2 374,17€
Virement à la section d'investissement	+8 197,88 €
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>+21 068,05 €</b>

Recettes réelles	-112 652,73 €
Recettes d'ordre	0,00 €
Résultat de fonctionnement reporté	+133 720,78 €
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>+21 068,05 €</b>

**INVESTISSEMENT**

Dépenses réelles	+14 652 ,95 €
Dépenses d'ordre	0,00 €
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>+14 652,95 €</b>

Recettes réelles	0,00 €
Recettes d'ordre	+10 572,05 €
Résultat d'investissement reporté	+4 080,90 €
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>+14 652,95 €</b>

<b>TOTAL DM1 2025</b>	<b>+35 721,00 €</b>
-----------------------	---------------------

<b>TOTAL DM1 2025</b>	<b>+ 35 721,00€</b>
-----------------------	---------------------

2.- autorise l'ajustement des crédits en dépenses comme en recettes conformément aux états annexés à la présente délibération,

3.- constate que le montant de la subvention d'équilibre en provenance du budget principal s'élève, après prise en compte de la décision modificative n° 1 pour 2025 à 914 598,27€.

La délibération votée à 17 h est adoptée

(44 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste)

(8 voix contre : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,

groupe Les Républicains)

**9°/ Adoption de la décision modificative n° 1 du budget annexe des Locations Immobilière Aménagées assujetties à la T.V.A (OMNIA) pour l'exercice 2025**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que :

- il y a lieu d'ajuster les crédits ouverts au budget primitif 2025 du budget annexe des Locations Immobilières Aménagées assujetties à la T.V.A.,

- il y a lieu de reprendre les résultats de clôture 2024 du budget annexe des Locations Immobilières Aménagées assujetties à la T.V.A.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- adopte la décision modificative n° 1 pour l'exercice 2025 du budget annexe des Locations Immobilières Aménagées assujetties à la T.V.A., arrêté tant en dépenses qu'en recettes à :

**FONCTIONNEMENT**

Dépenses réelles	0,00 €
Dépenses d'ordre	0,00 €
Virement à la section d'investissement	0,00 €
Résultat de fonctionnement	0,00 €
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>0,00 €</b>

Recettes réelles	-66 830,07€
Recettes d'ordre	0,00 €
Résultat de fonctionnement reporté	66 830,07 €
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>0,00 €</b>

**INVESTISSEMENT**

Dépenses réelles	+1 019 211,92€
Dépenses d'ordre	0,00 €
Solde d'exécution d'investissement reporté	0,00 €
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>+1 019 211,92 €</b>

Recettes réelles	0,00 €
Recettes d'ordre	0,00 €
Virement de la section de fonctionnement	0,00 €
Résultat d'investissement	1 019 211,92€
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>+1 019 211,92 €</b>

<b>TOTAL DM1 2025</b>	<b>+1 019 211,92 €</b>
-----------------------	------------------------

<b>TOTAL DM1 2025</b>	<b>+1 019 211,92 €</b>
-----------------------	------------------------

2.- autorise l'ajustement des crédits en dépenses comme en recettes conformément aux états annexés à la présente délibération,

3.- adopte les tableaux des autorisations de programme (A.P.) et des crédits de paiement (C.P.) modifiés,

4.- constate que le montant de la subvention d'équilibre en provenance du budget principal s'élève, après prise en compte de la décision modificative n° 1 pour 2025 à 76.505,93€.

La délibération votée à 17 h est adoptée

(44 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste)

(8 voix contre : groupe Au cœur de Rouen, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,

groupe Les Républicains)

M. le Maire suspend la séance de 17 h 01 à 17 h 38 pour permettre aux jeunes élus du CMJ de venir s'exprimer dans la salle du Conseil Municipal.



## LA VILLE SOUTIENT SES ASSOCIATIONS ET SA JEUNESSE

### 44°/ Nouvelles attributions de subventions

Rapporteur : M. Manuel LABBE

Considérant que :

- la Ville de Rouen apporte un soutien financier en direction des associations dans des secteurs aussi divers que l'action sociale, la santé, la jeunesse, l'environnement, les personnes âgées, les familles, la lutte contre les discriminations, le patrimoine, la culture et le sport.
- la Ville de Rouen apporte un soutien financier pour des projets spécifiques, un objet déterminé ou le financement global des activités associatives concourant à la satisfaction d'un intérêt public local.
- les associations bénéficiaires d'une subvention de la Ville de Rouen s'engagent à signer le contrat d'engagement républicain.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- accorde les subventions à 81 associations (dont 63 nouvelles), telles qu'individualisées dans le rapport ci-dessus.

Etant précisé que, pour toute subvention supérieure à 15.000 € et inférieure à 23.000 € et en l'absence de toute convention ou avenant prévoyant d'autres modalités, les montants alloués seront versés à hauteur de 70 % après le vote en conseil municipal et 30 % à réception des documents comptables.

Un compte-rendu financier sera transmis systématiquement par les associations bénéficiant de subventions utilisées pour une action déterminée, dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Précise que les décisions d'attribution d'une subvention feront l'objet d'une notification à chaque association bénéficiaire.

2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer :

Les conventions d'objectifs annuelle 2025 avec les associations suivantes :

- La Boussole,
- SOS Méditerranée.

La convention d'objectifs 2025/2026 « Musique à l'Ecole » avec l'association Ecole de Musique de Rouen.

L'avenant au contrat de filière Arts Visuels en Normandie avec l'association RN13 Bis-Arts Contemporain en Normandie.

Les conventions pluriannuelles 2025/2027 avec les associations suivantes :

- A Travers Chant,
- Epicerie Solidarité Solépi,
- Solidarité Plateau,
- Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de Seine-Maritime,
- Coordination Handicap Normandie,
- Fiertés Colorées-Centre LGBTI+ de Rouen,
- Groupement Insertion des Handicapés Physique de Haute Normandie.

Les conventions de projet avec les associations sportives suivantes :

- Rouen Baseball 76 « Les Huskies »,
- Club Nautique et Athlétique de Rouen,
- Maison des Jeunes et de la Culture Grieu-Vallon Suisse,
- Stade des Philippins Omnisports de Rouen de Tennis de Table,





Les conventions de fonctionnement avec les associations culturelles, dans le cadre du dispositif de soutien au secteur culturel.

3.- précise que la dépense en résultant, d'un montant total de 355.076,25 € au titre de l'exercice 2025 sera imputée au chapitre 65 (autres charges de gestion courante), article 6568 (autres participations), article 6574 (subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé) et 657381 (autres établissements publics locaux).

M. le Maire indique que l'ensemble du groupe Au Cœur de Rouen, Mme Hayet ZERGUI et M. Pierre-Yves ROLLAND ne participent pas au vote.

La délibération votée à 17 h 38 est adoptée  
(46 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,  
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,  
groupe communiste, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants, une élue du groupe Les  
Républicains)  
(1 abstention : un élu du groupe Les Républicains)

## LA VILLE ENGAGÉE DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**10°/ Plan de Déplacements des Employés : renouvellement de la convention Plan de Mobilité Employeur avec la Métropole Rouen Normandie**  
**Rapporteur : M. Jean-Michel BEREGOVY**

Considérant que :

- la mobilité durable concourt à des objectifs environnementaux, économiques et sociaux,
- le P.D.E. de la Ville de Rouen s'inscrit pleinement dans les plans et programmes de la Ville de Rouen, notamment son Plan de Transition, et contribue à l'atteinte des objectifs de la politique de mobilité de la Métropole Rouen Normandie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élue délégué à signer la convention.

La délibération votée à 18 h 09 est adoptée à l'unanimité

**11°/ Demande de labellisation pour la 4ème étoile du label "Territoire Engagé Transition Écologique - Climat-Air-Énergie" et approbation du nouveau plan de transition 2025-2029**  
**Rapporteur : M. Jean-Michel BEREGOVY**

Considérant :

- La lutte contre le changement climatique et ses effets à l'échelle locale et plus largement mondiale,
- La possibilité pour les collectivités territoriales, dispensées de l'obligation de mettre en œuvre un Plan Climat-Air-Energie Territorial, de réaliser, dans le cadre d'une démarche volontaire, un plan d'action climat-air-énergie,
- Le souhait de la Ville de Rouen, de participer, à son niveau, à l'atteinte des objectifs fixés dans le Plan Climat Air Energie de la Métropole Rouen Normandie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- demande le renouvellement de son label Climat Air Energie pour atteindre le niveau 4 étoiles,



2.- autorise M. le Maire ou l'élue délégué à solliciter le renouvellement du label auprès de la commission nationale et des instances de l'ADEME,

3.- renouvèle ses engagements du plan de transition, en vue de sa mise en œuvre jusqu'en 2029.

La délibération votée à 18 h 37 est adoptée  
(48 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,  
groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,  
groupe communiste, groupe Au cœur de Rouen, une élue du groupe Les Républicains)  
(5 voix contre : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,  
un élu du groupe Les Républicains)

## **12°/ Convention de subvention d'investissement avec la Société Normande de Protection aux Animaux**

**Rapporteur : M. Jean-Michel BEREGOVY**

Considérant que :

- les associations bénéficiaires d'une subvention de la Ville de Rouen s'engagent à signer le contrat d'engagement républicain ;
- la demande de subvention de la Société Normande de Protection aux Animaux pour des travaux d'amélioration de ses locaux contribue à un intérêt public local ;
- la Société Normande de Protection aux Animaux sollicite une subvention d'investissement à hauteur de 9.000 €, en vue du procéder à la création d'une porte reliant le refuge au caniparc et à la réfection de leur cuisine pour un montant de 16.874 €,
- il est nécessaire d'autoriser M. le Maire à signer la convention avec la Société Normande de Protection aux Animaux en vue de définir les modalités de versement de cette subvention d'investissement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- décide d'attribuer à la Société Normande de Protection aux Animaux au titre de l'investissement, une subvention de 9.000 € afin de procéder à la création d'une porte reliant le refuge au caniparc et à la réfection de leur cuisine pour un montant total de 16.874 € T.T.C.,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue délégué à signer la convention définissant les modalités de versement desdites subventions,
- 3.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 204 (subvention d'équipement aux personnes de droit privé), article 20422 (bâtiments et installations) du budget.

La délibération votée à 18 h 47 est adoptée à l'unanimité

**UNE VILLE A L'ECOUTE DE TOUTES ET TOUS**

## **15°/ Plan d'actions "Cancers, Maladies Chroniques et travail à destination des agents de la Ville, du C.C.A.S. de Rouen et de la Métropole Rouen Normandie**

**Rapporteur : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL**

Considérant :

- L'importance de la prévention et de l'accompagnement des personnes atteintes de cancer et de maladie chronique en milieu professionnel dans une approche bienveillante et soutenante,



- Les engagements pris par la collectivité en matière de santé publique et de qualité de vie au travail, notamment lors du comité de pilotage interne Santé au travail présidé par Nicolas MAYER-ROSSIGNOL du 27 novembre 2024 ;

- La nécessité de formaliser un plan d'action commun pour le bien vivre ensemble des agents malades, des collectifs de travail, des encadrants et des proches aidants,

- Les dispositifs nationaux et locaux existants et l'écosystème dynamique du territoire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- approuve le plan d'actions " Maladie chronique et travail " porté par la Ville, le C.C.A.S. de Rouen et la Métropole de Rouen Normandie,

2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à engager les actions mentionnées dans le plan d'actions avec des partenaires extérieurs le cas échéant,

3.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer la convention de souscription au programme d'expérimentation « 9 ¾ » porté par le Nouvel Institut et à verser à ce titre la somme de 2.000 €.

La délibération votée à 19 h 10 est adoptée à l'unanimité

## UNE VILLE A HAUTEUR D'ENFANTS

**50°/ Dénomination école élémentaire Alice MILLIAT**  
**Rapporteur : Mme Elizabeth LABAYE**

Considérant que :

- la ville a décidé de poursuivre la féminisation du nom de ses écoles,

- la proposition de l'école élémentaire Jean Philippe Rameau élémentaire répondait aux attentes de la Ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise, le changement de dénomination de l'école élémentaire Jean-Philippe Rameau en école élémentaire Alice MILLIAT à compter de la rentrée 2025.

La délibération est adoptée à l'unanimité

## LA CULTURE POUR TOUTES ET TOUS

**17°/ Renouveau de la convention ' Culture, Territoire, Enfance et Jeunesse ' pour la Période 2025-2028**

**Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE**

Considérant que :

- l'enfance étant le temps des apprentissages fondamentaux, l'accès le plus large possible des enfants à la culture est un des axes prioritaires de la politique culturelle de la Ville de Rouen,



L'ensemble des enfants doit pouvoir accéder à un parcours d'offres d'éducation artistique et culturelle sur l'ensemble de ses temps de vie, que ce soit à l'école ou sur son temps libre,

- composante essentielle de la formation intellectuelle et sensible des enfants, l'éducation artistique et culturelle s'inscrit dans le cadre de la politique culturelle éducative du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de la Culture et de la Communication,

- chaque partenaire souhaite renouveler et confirmer le partenariat dans le cadre d'un contrat « Culture, Territoire, Enfance et Jeunesse » pour trois années ; ce contrat se donnant pour objectif la continuité et le renforcement de l'éducation artistique et culturelle dans tous les temps de vie du jeune, scolaire, périscolaire et extrascolaire, depuis la toute petite enfance jusqu'aux pratiques amateurs des jeunes,

- la Ville de Rouen a obtenu le label 100 % E.A.C.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention « Culture, Territoire, Enfance et Jeunesse » pour une durée de 3 ans (2025/2028).

La délibération votée à 19 h 18 est adoptée à l'unanimité

**24°/ Impossibilité de rendre un document emprunté en bibliothèque - Autorisation d'abandonner une créance dans le cadre d'une remise gracieuse**

**Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE**

Considérant que :

- la renonciation par la Ville à tout ou partie du recouvrement d'une recette requiert l'approbation du Conseil Municipal,

- les demandes de remise gracieuse sont justifiées ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte de renoncer à la mise en recouvrement de recette d'un montant de 689,93 €, qui aurait dû être imputé sur le chapitre 70 (Produits des services du domaine et ventes diverses), article 70878 (remboursement de frais par des tiers).

La délibération votée à 19 h 20 est adoptée à l'unanimité

**LA VILLE SE TRANSFORME**

**25°/ Approbation de la feuille de route du nouveau conventionnement avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie**

**Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI**

Considérant que :

- la mise en œuvre de la stratégie foncière de la Ville de Rouen nécessaire à ses projets prend pour partie appui sur le partenariat avec l'E.P.F. Normandie, tant en matière d'acquisition et de portage fonciers, qu'en matière de recyclage foncier (études et travaux),

- l'E.P.F. Normandie a défini un cadre contractuel nouveau reposant sur l'approbation d'une feuille de route et de fiches-projets,

- la feuille de route de la Ville de Rouen et les fiches-projets correspondantes sont annexées à la présente délibération,

- la mise en œuvre de ce nouveau dispositif se concrétisera notamment par la signature de conventions de veille foncière et de conventions d'interventions avec l'E.P.F. Normandie.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes de la feuille de route de la Ville de Rouen et les fiches-projets correspondantes, annexées à la présente délibération,
- 2.- acte que les opérations « LODS Saint-Julien » et « Foyer ADOMA rue du Renard » ne sont pas reprises dans le nouveau cadre partenarial avec l'E.P.F. Normandie,
- 3.- acte que la feuille de route, les fiches projets qui s'y rattachent et les conventions qui seront conclues en application de celles-ci ont vocation à se substituer au Programme d'Action Foncière signé avec l'E.P.F. Normandie le 18 octobre 2021 ainsi qu'à ses avenants successifs.

La délibération votée à 19 h 25 est adoptée à l'unanimité

**27°/ Revitalisation des centres villes - Approbation du bilan annuel 2024 de la convention territoriale d'Opération de Revitalisation de Territoire de la Ville de Rouen**

**Rapporteur : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL**

Considérant que :

- pour accompagner la revitalisation de leurs centres-villes, les communes de Duclair, Le Trait, Rouen et Elbeuf sur Seine aux cotés de la Métropole Rouen Normandie, du Département de la Seine-Maritime et de l'Etat se sont engagées dans la signature d'une convention cadre d'O.R.T., signée le 10 février 2023.
- chaque commune signe avec la Métropole Rouen Normandie, le Département de la Seine-Maritime et l'Etat, une convention territoriale d'O.R.T.,
- la convention territoriale d'O.R.T. de Rouen a été signée le 22 novembre 2023,
- l'article L303-2 du code de la construction et de l'habitation précise qu'un bilan annuel des actions entreprises dans le cadre de la convention d'O.R.T. et de leurs incidences financières est présenté aux Conseils Municipaux des communes concernées,
- un premier bilan a été établi depuis la signature de la convention et pour l'année 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve le bilan annuel 2024 de la convention territoriale d'application d'O.R.T. de Rouen, ci-annexé,
- 2.- précise que les dépenses indiquées dans la maquette financière du bilan annuel sont des opérations identifiées qui ont déjà fait l'objet d'une autorisation par les instances de la Ville de Rouen,
- 3.- autorise M. le Maire, ou l' élu délégué à engager toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tous les documents afférents.

La délibération votée à 19 h 26 est adoptée à l'unanimité

**28°/ Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Renouvellement urbain - Avenants à la convention d'opération et à la convention de mandat avec la Métropole Rouen Normandie**

**Rapporteur : Mme Amèle MANSOURI**

Considérant que :

- le parc de logements privés anciens de Rouen nécessite des actions d'amélioration de l'Habitat afin d'être préservé et valorisé,
- la Ville de Rouen, la Métropole Rouen Normandie, le Département de la Seine-Maritime et l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat ont signé une convention d'O.P.A.H.-R.U. le 2 décembre 2024.
- cette convention doit être mise en conformité par avenant, au plus tard au 31 décembre 2025, avec les nouvelles règles de l'A.N.A.H. entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024,



- cet avenant permet également de mettre à jour les périmètres et les objectifs de l'O.P.A.H.-R.U. établis sur la base d'une étude en 2023 et d'ajouter un volet ravalement obligatoire,

- un dispositif d'aides mutualisé entre la Ville de Rouen et la Métropole est mise en place afin d'optimiser la gestion, l'instruction et la notification des aides des deux financeurs,

- une convention de mandat entre la Métropole et la Ville de Rouen, signée le 16 janvier 2025, définit les modalités d'organisation du traitement mutualisé des dossiers et les règles de gestion afférentes aux modalités de versement des aides de la Ville de Rouen par la Métropole auprès des particuliers et leur remboursement par la Ville de Rouen à la Métropole,

- cette convention doit également faire l'objet d'un avenant pour intégrer les financements au volet ravalement obligatoire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- approuve les termes de l'avenant n° 1 de la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat -renouvellement urbain de la commune de Rouen, ci-annexée,

2.- autorise M. le Maire, ou l'élue déléguée à signer pour le compte de la Ville de Rouen l'avenant n° 1 à la convention d'O.P.A.H.-R.U. à intervenir avec la Métropole Rouen Normandie, l'A.N.A.H. et le Département de la Seine-Maritime,

3.- approuve les termes de l'avenant n° 1 de la convention de mandat, ci-annexé, qui définit les modalités d'organisation relatives au traitement des dossiers et les règles de gestion afférentes aux modalités de versement des aides de la Ville de Rouen par la Métropole dans le cadre de l'O.P.A.H.-R.U.,

4.- autorise M. le Maire, ou l'élue déléguée à signer pour le compte de la Ville de Rouen l'avenant n° 1 à la convention de mandat à intervenir avec la Métropole Rouen Normandie.

5.- précise que la dépense sera imputée au chapitre 204, article 204182 du budget.

La délibération votée à 19 h 28 est adoptée

(49 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste, groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants, groupe Les Républicains)

(4 abstentions : groupe Au cœur de Rouen)

## **32/ Approbation du Compte-rendu annuel 2024 de la concession d'aménagement de l'écoquartier Luciline**

**Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE**

Considérant que :

- la Ville de Rouen a confié, par traité de concession d'aménagement en date du 18 juillet 2006, à la S.E.M. R.S.A., devenue la S.P.L. R.N.A., l'aménagement de la Z.A.C. Luciline,

- R.N.A. a transmis un compte-rendu d'activités relatif à l'exercice 2024,

- le bilan financier de ce compte-rendu d'activité augmente de 1.054.351 € pour s'élever à 60.274.967 € H.T.

- la participation de la Ville reste stable à un montant de 32.128.424 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve le compte-rendu d'activités 2024 présenté par la S.P.L. R.N.A. et les perspectives qu'il contient pour l'année 2024.

La délibération votée à 19 h 29 est adoptée

(49 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes,

groupe communiste, groupe Au cœur de Rouen, groupe Les Républicains)

(4 abstentions : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants)



**33°/ Approbation du bilan 2024 des acquisitions et cessions foncières réalisées par la Ville ou par l'Etablissement Public Foncier de Normandie**  
**Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI**

Considérant le bilan des acquisitions et cessions foncières réalisées en 2024, soit directement par la Ville de Rouen, soit par l'intermédiaire de l'Etablissement Public Foncier de Normandie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve le bilan des acquisitions et cessions au titre de l'année 2024.

La délibération votée à 19 h 30 est adoptée à l'unanimité

**34°/ Signature d'une convention d'interventions avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie sur le Parc Naturel Urbain Repainville**  
**Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI**

Considérant que :

- par délibération du 26 juin 2025, le Conseil Municipal a approuvé la feuille de route de la Ville dans le cadre du nouveau conventionnement avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie, et en particulier la fiche-projet intitulée « Parc Naturel Urbain Repainville »,
- l'enveloppe allouée à cette opération s'élève désormais à un montant de 6.000.000 € H.T.,
- il y a lieu de conclure une convention d'interventions afin de définir les modalités juridiques et financières de l'intervention de l'E.P.F. Normandie,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes de la convention d'interventions ci-jointe à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie concernant le Parc Naturel Urbain Repainville, portant sur le portage foncier nécessaire au projet, pour une enveloppe allouée à l'opération d'un montant de 6.000.000 € H.T.,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention d'interventions à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie.

La délibération votée à 19 h 43 est adoptée à l'unanimité

**36°/ Signature d'une convention d'interventions de veille foncière avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie sur le secteur Rondeaux Libération**  
**Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI**

Considérant que :

- par délibération du 26 juin 2025, le Conseil Municipal a approuvé la feuille de route de la Ville dans le cadre du nouveau conventionnement avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie, et en particulier la fiche-projet intitulée « Rondeaux Libération »,
- l'enveloppe allouée à cette opération s'élève désormais à un montant de 5.000.000 € H.T.,
- il y a lieu de conclure une convention d'interventions veille foncière afin de définir les modalités juridiques et financières de l'intervention de l'E.P.F. Normandie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes de la convention d'interventions veille foncière ci-jointe à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie concernant le secteur Rondeaux Libération, pour une enveloppe allouée au portage foncier d'un montant de 5.000.000 € H.T.,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention d'interventions veille foncière à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie.

La délibération votée à 19 h 44 est adoptée à l'unanimité





## UNE VILLE SOLIDAIRE

### **39°/ Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association UNICEF au profit des enfants de Gaza**

**Rapporteur : M. Sileymane SOW**

Considérant que :

- l'UNICEF vient en aide aux populations civiles de Gaza,
- l'UNICEF a réalisé un appel aux dons au profit des enfants de Gaza,
- il est nécessaire d'apporter une aide humanitaire financière et morale aux enfants victimes,
- la Ville de Rouen souhaite apporter son soutien humanitaire aux enfants de Gaza,
- l'association UNICEF France est une association à but non lucratif et reconnue d'utilité publique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- décide de verser une subvention exceptionnelle de 10.000 € (dix mille euros) à l'association UNICEF France pour ses actions de soutien humanitaire en faveur des enfants de Gaza,
- 2.- précise que la dépense en résultant au titre de l'exercice 2025 sera imputée au chapitre 65748 (« Subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé »).

La délibération votée à 19 h 56 est adoptée à l'unanimité

## LA VILLE SOUTIENT SES ASSOCIATIONS ET SA JEUNESSE

### **43°/ Mise à disposition des locaux situés place de Hanovre au profit de la maison des jeunes rive gauche - Rouen cité jeunes**

**Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI**

Considérant que :

- la Ville de Rouen est propriétaire des locaux situés à Rouen, Place de Hanovre, cadastrés en section MZ sous le numéro 81.
- la précédente convention de mise à disposition des locaux au profit de l'association Rouen Cité Jeunes est arrivée à expiration, il convient de signer une nouvelle convention.
- cette convention de mise à disposition des locaux du domaine public est accordée, pour une durée de trois ans, aux conditions définies ci-après,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise l'occupation des locaux situés à Rouen, Place de Hanovre, pour une durée de trois ans, au profit de l'association Rouen Cité Jeunes.



2.- décide que cette occupation sera consentie à titre gratuit.

3.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de mise à disposition entre la Ville et l'association Rouen Cité Jeunes.

La délibération votée à 20 h 02 est adoptée à l'unanimité

**46°/ Poursuite du dispositif d'aide aux départs en vacances " Rouen Vacances Jeunes " pour les jeunes de 11 à 18 ans - Modifications**

**Rapporteur : M. Thibaut DROUET**

Considérant :

- L'intérêt éducatif de ce dispositif, essentiel au développement de l'autonomie des jeunes rouennais de 11 à 18 ans,

- L'importance pour la Ville de Rouen de pouvoir :

- accompagner les jeunes de 11 à 18 ans et leurs familles dans la recherche de séjours de vacances adaptés à leurs souhaits et besoins,

- aider les familles à mobiliser toutes les aides dont elles peuvent bénéficier pour permettre à leurs enfants de partir en vacances,

- attribuer une aide financière, complémentaire des autres aides, afin de diminuer le « reste à charge » des familles et ainsi permettre à plus de jeunes de partir en vacances.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve les modifications de la délibération du 3 avril 2025 concernant les critères d'attribution des aides aux départs en vacances dans le cadre du dispositif de l'Etat « Colos apprenantes ».

La délibération votée à 20 h 06 est adoptée à l'unanimité

**UNE VILLE ANIMÉE**

**53°/ Dynamique commerciale : lutte contre les friches commerciales**

**Rapporteur : M. Sileymane SOW**

Considérant :

- La volonté de la commune de lutter contre les friches commerciales et d'assurer le développement économique de son territoire,

- Les taux maximums fixés par la loi, à 20 % la première année, 30 % la deuxième et 40 % la troisième année d'imposition.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- approuve l'instauration d'une taxe sur les friches commerciales sur l'ensemble du territoire communal aux taux maximums fixés par la loi soit 20 % la première année, 30 % la deuxième et 40 % la troisième année d'imposition,

2.- autorise la transmission de la liste des locaux imposables, annexée à la présente délibération, à l'administration fiscale compétente,

3.- précise que les recettes en résultant seront imputées au chapitre 73 (impôts et taxes), article 73118 (autres contributions directes) du budget.



La délibération votée à 20 h 26 est adoptée

(43 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes, groupe communiste)

(6 voix contre : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,

groupe Les Républicains)

(4 abstentions : groupe Au cœur de Rouen)

**54°/ Rouen sur Mer 2025 : conventions de mécénat**

**Rapporteur : M. Sileymane SOW**

Considérant que :

- la Ville de Rouen souhaite proposer un programme d'animations et des rendez-vous événementiels dans le cadre de l'opération « Rouen sur Mer », qui se déroulera du 4 juillet au 3 août 2025 sur les quais bas rive gauche entre le pont Guillaume le Conquérant et le pont Jeanne d'Arc;

- il est nécessaire de rechercher des partenariats pour le bon déroulement de cette opération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer les conventions de mécénat avec les sociétés partenaires dont notamment l'A.D.E.P. et Intermarché Express Vieux Marché.

La délibération votée à 20 h 27 est adoptée à l'unanimité

**UNE VILLE SPORTIVE**

**55°/ Renouveau de la convention de partenariat avec l'université de Rouen Normandie relative à l'utilisation des équipements sportifs par la faculté des Sciences du Sport et de l'Education Physique**

**Rapporteur : Mme Sarah VAUZELLE**

Considérant que :

- cette convention de partenariat est arrivée à expiration,

- il convient de la renouveler pour les trois années universitaires à venir, 2025/2026, 2026/2027 et 2027/2028.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- autorise le renouvellement de la convention de partenariat entre la Ville de Rouen et l'Université de Rouen Normandie,

2.- précise que les recettes en résultant seront imputées :

- au chapitre 70 (produits des services du domaine et ventes diverses), articles 7063 (redevance et droits des services à caractère sportif et de loisirs), 70688 (autres redevances et droits) et 7083 (location diverses autres qu'immeuble)

- au chapitre 75 (autres produits de gestion courante), article 752 (revenus des immeubles) du budget

- sur l'opération P058O013 (Fonctionnement équipements sportifs).

3.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de partenariat.

La délibération votée à 20 h 28 est adoptée à l'unanimité



## FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE

### **62°/ Produits communaux - Admission en non valeurs créances irrécouvrables - Inscription des crédits nécessaires à la demande du comptable public**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que M. le Comptable Public a fait savoir aux services de la Ville que certains produits communaux au profit du budget principal n'ont pu être recouvrés pour des causes diverses.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- accepte d'admettre en non-valeur une somme de 40.274,37 € imputée sur le budget principal,
- 2.- décide que la dépense sera imputée au chapitre 65 (autres charges de gestion courante), 6541 (créances admises en non-valeur) pour 10.571,90 € et article 6542 (créances éteintes) pour 29 702,47 €.

La délibération votée à 20 h 33 est adoptée à l'unanimité

### **63°/ Modification du tableau des emplois**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant :

- Que des ajustements de la qualification d'emplois à temps complet et non complet résultant de vacances de postes, de changements de filière ou de cadres d'emplois, des transferts de postes, de création, de suppression de postes ou de l'évolution des missions sont nécessaires.
- L'extension des quartiers prioritaires de la politique de la ville sur la rive gauche et le besoin de renforcer l'atelier santé ville par la création d'un contrat de projet

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- décide d'approuver les modifications du tableau des emplois, détaillées en annexe,
- 2.- précise que les emplois créés seront pourvus par des fonctionnaires titulaires d'un grade appartenant au(x) cadre(s) d'emplois dont relèvent les postes, ou en l'absence de ces fonctionnaires par des agents contractuels justifiant nécessairement des diplômes requis pour se présenter aux concours correspondants au niveau du poste concerné ou d'une expérience professionnelle équivalente. La rémunération est calculée sur la base de la grille indiciaire et des primes afférentes au grade concerné,
- 3.- autorise, en l'absence de candidature de fonctionnaires ou si la candidature d'un agent contractuel présente un avantage déterminant en matière d'expérience, de formation ou de compétence, le recrutement d'agents contractuels sur le fondement de l'article L.332-8-1° et L.332-8-2° dont les candidatures correspondent aux missions générales de l'emploi décrites dans les fiches de postes correspondantes. La rémunération sera fixée par le ou les cadres d'emplois ouverts pour chaque emploi,
- 4.- précise que les dispositions autorisant le recours au recrutement d'agents contractuels suivront les évolutions réglementaires et législatives,
- 5.- autorise le recrutement d'un contrat de projet d'une durée de trois ans pour pourvoir le poste d'animateur santé en référence au grade d'adjoint d'animation,
- 6.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer tout document relatif à ce dossier,
- 7.- dit que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget, chapitre 012.

La délibération votée à 20 h 35 est adoptée(43 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes, groupe communiste)(2 voix contre : groupe Les Républicains)(8 abstentions : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants, groupe Au cœur de Rouen)**69°/ Modification de la réglementation relative au stationnement payant de surface****Rapporteur : M. Kader CHEKHEMANI**

Considérant :

- La nécessité de poursuivre la mise en œuvre des objectifs de la politique de stationnement de la Ville de Rouen, définis communément avec la politique des déplacements urbains de la Métropole Rouen Normandie,

- La nécessité de préserver la dynamique de fonctionnement du commerce de proximité, en particulier la présence dans l'ensemble des quartiers de la Ville des auto-écoles, et de leur permettre une tarification plus adaptée aux différents usages des véhicules,

- La nécessité de favoriser le stationnement résidentiel des rouennais tout en favorisant le report de leurs déplacements vers les transports en commun ou encore le vélo et tous les modes de déplacements doux,

- Que la réduction de la tarification du stationnement résidentiel ne contrevient pas à l'objectif de rotation des véhicules sur les places de stationnement, notamment à proximité des commerces, puisque le stationnement au tarif résidentiel n'est applicable que pour les places en zone moyenne durée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à procéder à la modification de la tarification du stationnement résidentiel selon les conditions décrites dans le rapport et le tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025.

La grille tarifaire proposée est la suivante :

Type d'abonnement	Tarification stationnement résidentiel
Annuel	120 €
Semestriel	60 €
Trimestriel	30 €
Mensuel	10 €
Hebdomadaire	2,5 €
Quotidien	0,5 €

2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à procéder à l'adoption d'un chéquier « stationnement visiteur » dont les modalités de mise en œuvre seront précisées ultérieurement.

3.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à procéder à la modification de la tarification du stationnement réservé aux auto-écoles selon les conditions décrites dans le rapport et le tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025.

La grille tarifaire proposée est la suivante :



Type d'abonnement	Auto-école
Annuel	200 €
Semestriel	100 €
Trimestriel	50 €
Mensuel	20 €
Hebdomadaire	5 €
Quotidien	1 €

La délibération votée à 20 h 48 est adoptée à l'unanimité

## LA VILLE ENGAGEE DANS LA TRANSITION ECOLOGIQUE

### 13°/ Adhésion à l'association des pollinariums sentinelles de France et signature d'une convention de partenariat

Rapporteur : M. Jean-Michel BEREGOVY

Considérant que :

- les allergies aux pollens constituent un enjeu de santé publique,
- l'Association Pollinarium Sentinelles de France porte des missions reconnues pour la santé publique,
- l'Association Pollinarium Sentinelles de France agit avec le soutien des Agences Régionales de Santé (A.R.S.),
- la Ville souhaite conclure un partenariat avec l'A.P.S.F.,
- il convient d'adhérer à l'A.P.S.F. et de désigner un représentant pour siéger à ses instances.

APRES EN AVOIR DELIBERE :

- 1.- autorise l'adhésion à l'Association Pollinariums Sentinelles de France dont le coût s'élève à 700 € T.T.C. pour l'année 2025.
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer la convention de partenariat avec l'Association Pollinariums Sentinelles de France, dont le projet est annexé à la présente délibération.
- 3.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 11, article 6281.

La délibération est votée à 20 h 50 adoptée à l'unanimité



**14°/ Achat d'engins électriques - Demande de fonds de concours à la Métropole Rouen Normandie dans le cadre du fonds d'aide aux communes pour l'investissement local 2021 - 2025**  
**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que cette opération relative à l'achat d'engins électriques est éligible au Fonds d'Aide aux Communes pour l'Investissement Local.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à solliciter le montant de fonds de concours le plus élevé possible auprès de la Métropole Rouen Normandie pour cette opération,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer la convention financière relative à l'attribution de fonds de concours par la Métropole Rouen Normandie dont le modèle est annexé,
- 3.- précise que les recettes en résultant seront imputées au chapitre 13 (subventions d'investissement), article 13251 (subventions d'investissement rattachées aux actifs non amortissables – GFP de rattachement), article 13151 (subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables – GFP de rattachement). Les dépenses en résultant seront inscrites au chapitre 21 (immobilisations corporelles) articles 21311 (immobilisations corporelles – Hôtel de Ville).

La délibération votée à 20 h 50 est adoptée à l'unanimité

**LA CULTURE POUR TOUTES ET TOUS**

**16°/ Convention de mise à disposition à titre gracieux d'un emplacement dans le centre commercial Saint-Sever pour vente annuelle de livres**

**Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE**

Considérant que :

- l'action de Rouen Bibliothèques est structurée par le Projet Culturel, Scientifique, Educatif et Social (P.C.S.E.S.) qui a pour objectif notamment de diversifier les publics par le développement des actions hors les murs.
- les bibliothèques de Rouen, dans le cadre de l'actualisation et du suivi de leurs collections, sont régulièrement amenées à procéder au tri des documents qu'elles contiennent et au déclassement de certains documents suivant la charte de la politique documentaire et de l'action culturelle des bibliothèques validée au Conseil Municipal du 27 juin 2024,
- la date du mercredi 1<sup>er</sup> octobre 2025 est envisagée pour l'organiser,
- un emplacement situé au centre commercial Saint-Sever est mis à disposition du réseau Rouen Bibliothèques à titre gracieux,
- cet emplacement, compte tenu de sa situation, permettrait d'assurer le succès de l'opération,
- pour formaliser cette mise à disposition d'emplacement, une convention est nécessaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de mise à disposition à titre gracieux d'un emplacement situé au centre commercial Saint-Sever.

La délibération votée à 20 h 51 est adoptée à l'unanimité





**18°/ Convention de partenariat avec l'Association aux fils conducteurs**  
**Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE**

Considérant que :

- le Centre André-Malraux a pour objectif d'accueillir tous les habitants des quartiers sans distinction d'âge, d'origine sociale ou culturelle, et de proposer des espaces de rencontres et d'activités permettant la participation des habitants,
- pour atteindre ces objectifs, le centre souhaite développer des partenariats au long cours avec les différents acteurs présents dans le même quartier,
- l'Association Aux fils conducteurs, également implantée dans le même quartier, partage des objectifs et des missions avec le centre André-Malraux,
- il y a donc lieu de signer la convention de partenariat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de partenariat entre la Ville de Rouen et l'Association Aux fils conducteurs.

La délibération votée à 20 h 51 est adoptée à l'unanimité

**19°/ Demande de transfert de propriété au profit de la Ville de Rouen de deux œuvres appartenant à l'Etat et demande de transfert de propriété au profit de la Métropole Rouen Normandie de ces deux œuvres**

**Rapporteur : Mme Christine DE CINTRE**

Considérant que :

- le ministère de la Culture propose le transfert de propriété de deux œuvres déposées au musée des Beaux-Arts de Rouen avant 1910,
- les deux dépôts datant de 1828 et 1859 avaient été consentis à la municipalité, à qu'il revient donc d'accepter ou de refuser leur transfert de propriété à son profit,
- les œuvres doivent rejoindre un musée de France, or l'appellation « Musée de France » s'appliquant aux collections du musée des Beaux-Arts est détenue par la Réunion des musées métropolitains et non par la Ville de Rouen, depuis le transfert des musées rouennais à la Métropole Rouen Normandie, ayant pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016.
- la Ville de Rouen n'étant pas gestionnaire des collections du musée des Beaux-Arts, elle ne peut pas faire inscrire de nouvelle œuvre appartenant à son domaine public communal sur les inventaires du musée (clos au 31 décembre 2015), et ne peut donc pas affecter d'œuvre au musée.
- afin de permettre au musée des Beaux-Arts d'accueillir pleinement et définitivement ces deux œuvres dans ses collections et de les inscrire sur ses inventaires, la Ville de Rouen doit d'abord accepter le transfert de propriété proposé par le ministère de la Culture.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve le transfert de propriété à titre gratuit au profit de la Ville de Rouen des deux œuvres susmentionnées appartenant actuellement à l'Etat,
- 2.- approuve le transfert de propriété à titre gratuit au profit de la Métropole Rouen Normandie des deux œuvres en vue de leur affectation au musée des Beaux-Arts de Rouen.

La délibération votée à 20 h 51 est adoptée à l'unanimité



**20°/ Conventions de mise à disposition de locaux du centre André-Malraux à titre gracieux au profit d'associations**

**Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE**

Considérant que :

- la programmation du Centre André-Malraux s'appuie sur la richesse et la diversité des activités proposées par les acteurs associatifs rouennais et locaux,
- les activités diverses – éducatives, ludiques, sportives, culturelles etc. - répondant au projet développé par le centre André-Malraux et aux besoins des habitants de la Grand'Mare notamment, peuvent être hébergées au sein du centre,
- les associations précitées concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer les convention de mise à disposition à titre gracieux jusqu'au 31 août 2026 avec les associations suivantes :

- Association Rouen seniors,
- Association club du 3<sup>ème</sup> âge,
- Association solidarité plateau,
- Association mon ALPHA,
- Association i.d.hauts,
- Association Média Formation,
- Association Musiques à Ouir.

La délibération votée à 20 h 51 est adoptée à l'unanimité

**21°/ Mise en place du règlement intérieur du Centre André-Malraux et d'une nouvelle tarification pour le cours de céramique**

**Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE**

Considérant que :

- le règlement intérieur du Centre André-Malraux était jusqu'ici un cumul de règlements des différentes activités du centre (ludothèque, cuisine pédagogique, salle de musique ...),
- il était nécessaire que tous les usagers répondent du même règlement intérieur pour l'entièreté du lieu, et qu'ils s'engagent à respecter le lieu, le matériel, les autres usagers et leurs biens,
- le présent règlement acte une nouvelle organisation des inscriptions, ainsi que les conditions d'inscription, le déroulement des cours,
- il précise les règles concernant l'accès aux spectacles, l'utilisation et le prêt des locaux, et les bonnes pratiques à adopter,
- pour tenir compte du coût du matériel, fournitures et fluides, il convient de réviser le tarif des cours de céramique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- adopte le règlement intérieur du Centre André-Malraux,
- 2.- adopte le tarif plein trimestriel de 104 € pour les non rouennais à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025,
- 3.- précise que les recettes en résultant seront imputées au chapitre 70 (produits des services, du domaine et ventes diverses), article 70632 (prestations de services à caractère de loisirs) du budget.

La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité



**22°/ Renouveaulement de la convention "Culture à l'hôpital" pour la période 2025-2027**

**Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE**

Considérant que :

- l'accès à différentes formes d'art et de culture est un droit essentiel pour tout être humain,
- la Ville de Rouen et le C.H.U.-Hôpitaux de Rouen souhaitent poursuivre et développer le partenariat mis en place depuis de nombreuses années,
- les projets mis en œuvre dans le cadre de cette convention s'inscrivent à la fois dans les priorités municipales et dans le projet stratégique du C.H.U.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention « Culture à l'hôpital » pour une durée de 3 ans (2025-2027).
- 2.- fixe la participation financière de la Ville de Rouen à 5.000 € au maximum par an.
- 3.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 011 (charges à caractère général), article 6188 (divers-autre frais divers) du budget.

La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité

**23°/ L'Etincelle 2025 - Convention de mécénat**

**Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE**

Considérant que :

- la programmation de l'Etincelle se déroulera durant la saison de septembre 2025 à juin 2026,
- dans ce cadre, un partenariat de mécénat est sollicité auprès de la société BIOCOOP ROUEN JEANNE D'ARC pour la période de septembre à décembre 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de mécénat avec la société BIOCOOP ROUEN JEANNE D'ARC, présentée dans l'annexe jointe à la présente délibération.

La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité

**LA VILLE SE TRANSFORME**

**26°/ Transfert définitif des voiries non cadastrées à la Métropole Rouen Normandie**

**Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI**

Considérant que :

- les biens et droits à caractère mobilier et immobilier nécessaires à l'exercice des compétences métropolitaines ont été mis de plein droit à disposition de la Métropole à compter sa création puis transférés dans son patrimoine un an après la date de la première réunion du Conseil soit le 9 février 2016,
- ce transfert a été constaté par procès-verbaux en dates des 13 décembre 2016 et 11 janvier 2017,



- il convient de réitérer les termes de ces procès-verbaux de transfert dans le cadre d'un acte authentique et de constater conjointement le transfert de l'ensemble des emprises de voiries non cadastrées de la commune, figurant sur les cartes et la liste ci-annexées,

- ce transfert interviendra à titre gratuit aux termes d'un acte authentique de transfert en la forme administrative, conformément aux dispositions de l'article L. 1212-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

- les frais de toute nature seront à la charge de la Métropole Rouen Normandie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- constate le transfert définitif de l'ensemble des emprises de voiries non cadastrées figurant sur les cartes et la liste ci-annexées, ayant vocation à intégrer le domaine public routier au profit de la Métropole Rouen Normandie, sans contrepartie financière,

2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer l'acte authentique administratif correspondant,

3.- abroge la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2025, portant sur le transfert à la Métropole Rouen Normandie d'une parcelle de terrain correspondant à la rue Antoine de Saint Exupéry à Rouen.

La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité

**29°/ Garantie d'emprunt d'un montant total de 931.678 € pour l'acquisition en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement de 15 logements collectifs en Usufruit Locatif Social situés 2, rue de Joyeuse à Rouen**  
**Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE**

Considérant que :

- l'Office Public de l'Habitat (O.P.H.) ROUEN HABITAT sollicite auprès de la Ville de Rouen la garantie à hauteur de 40 %, pour le remboursement de 7 lignes de prêt d'un montant total de 931.678 € souscrit par l'Office Public de l'Habitat (O.P.H.) ROUEN HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 170983 pour l'opération située 2 rue de Joyeuse à Rouen.

- en contrepartie de cette garantie d'emprunt, 20 % des logements financés seront réservés au contingent de la Ville de Rouen, soit 3 logements.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- décide d'accorder la garantie de la Ville, à hauteur de 40 %, pour le remboursement de 7 lignes de prêt d'un montant total de 931.678 € souscrit par l'Office Public de l'Habitat (O.P.H.) ROUEN HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 170963,

2.- constate que ces 7 lignes de prêts sont destinées à financer l'acquisition de 15 logements locatifs sociaux financés en P.L.U.S., P.L.A.I. et P.L.S. financés par le contrat de prêt n° 170983,

3.- constate que la garantie de la Ville est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Office Public de l'Habitat (O.P.H.) ROUEN HABITAT, dont cette dernière ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité,

4.- accepte que la commune, sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Office Public de l'Habitat (O.P.H.) ROUEN HABITAT pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement,

5.- s'engage, pendant toute la durée du contrat de prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,

6.- constate qu'en contrepartie de cette garantie, 20 % des logements seront réservés au contingent de la Ville de Rouen, soit 3 logements,



7.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention financière à intervenir avec l'Office Public de l'Habitat (O.P.H.) ROUEN HABITAT en vue de définir les modalités de mise en œuvre de la garantie d'emprunt.

La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité

**30°/ Déclaration de projet portant sur l'intérêt général du projet de renouvellement urbain du secteur Châtelet-Lombardie dans le quartier prioritaire de la politique de la ville des Hauts-de-Rouen**

**Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI**

Considérant que :

- le projet de renouvellement urbain du secteur Chatelet-Lombardie est soumis à évaluation environnementale et, qu'à ce titre, il doit faire l'objet d'une enquête publique,
- l'enquête publique relative audit projet s'est déroulée du 12 février au 13 mars 2025 conformément aux modalités définies par l'arrêté n° 2025.34 portant ouverture et organisation de l'enquête,
- les conclusions rendues à l'issue de l'enquête par le commissaire enquêteur sont assorties d'un avis favorable sans réserve à ce que le projet de renouvellement urbain du quartier Chatelet-Lombardie fasse l'objet d'une déclaration de projet affirmant son caractère d'intérêt général,
- par la présente délibération, la ville de Rouen doit se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée, conformément à l'article L.126-1 du code de l'environnement,
- cette déclaration de projet doit intervenir dans un délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique,
- la présente déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1 du code de l'environnement et le résultat de la consultation du public, sans qu'il soit apporté de modification au projet arrêté en novembre 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- déclare le projet de renouvellement urbain du secteur Châtelet-Lombardie d'intérêt général,
- 2.- approuve la présente déclaration de projet au sens de l'article L.126-1 du Code de l'Environnement portant sur l'intérêt général du projet de renouvellement urbain du secteur Châtelet-Lombardie.

La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité

**31°/ Approbation du compte-rendu annuel 2024 de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté de la centralité du Châtelet**

**Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE**

Considérant que :

- la Ville de Rouen a confié, par traité de concession d'aménagement en date du 15 novembre 2023, à R.N.A., l'aménagement de la Z.A.C. Centralité Châtelet,
- R.N.A. a transmis un compte-rendu d'activités relatif à l'exercice 2024,
- le bilan financier de ce compte-rendu d'activités est conforme au bilan initial de la concession et s'élève à 30.568.500 € H.T.,
- la participation de la Ville reste stable à un montant de 11.121.358 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve le compte-rendu d'activités 2024 présenté par R.N.A. et les perspectives qu'il contient pour l'année 2025.

La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité



**35°/ Signature d'une convention d'interventions de veille foncière avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie sur la Z.A.C. Centralité Châtelet**  
**Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI**

Considérant que :

- par délibération du 26 juin 2025, le Conseil Municipal a approuvé la feuille de route de la Ville dans le cadre du nouveau conventionnement avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie, et en particulier la fiche-projet intitulée « Centralité Châtelet »,
- l'enveloppe allouée à cette opération s'élève désormais à un montant de 3.500.000 € H.T.,
- il y a lieu de conclure une convention d'interventions veille foncière afin de définir les modalités juridiques et financières de l'intervention de l'E.P.F. Normandie,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes de la convention d'interventions veille foncière ci-jointe à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie concernant la Z.A.C. Centralité Châtelet, portant sur le portage foncier nécessaire au projet, pour une enveloppe allouée à l'opération d'un montant de 3.500.000 € H.T.,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention d'interventions à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie.

La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité

**37°/ Signature d'une convention d'interventions avec l'E.P.F. NORMANDIE sur l'îlot DUGUAY TROUIN**  
**Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI**

Considérant que :

- par délibération du 26 juin 2025, le Conseil Municipal a approuvé la feuille de route de la Ville dans le cadre du nouveau conventionnement avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie, et en particulier la fiche-projet intitulée « Ilot Duguay Trouin »,
- l'enveloppe allouée aux acquisitions foncières de cette opération s'élève à un montant de 1.200.000 € H.T.,
- sous réserve de la délibération de son Conseil d'Administration l'Etablissement Public Foncier de Normandie prendra en charge, dans le cadre de sa politique de requalification foncière et au titre du fonds friches, les études techniques préalables aux travaux de démolition de la friche « Ilot Duguay Trouin » à Rouen,
- la réalisation de ces études, dont le coût maximal estimé à un montant de 70.000 € H.T., sera financé à hauteur de 30 % du montant H.T. (soit 21.000 € maximum) par l'E.P.F. Normandie et à hauteur de 30 % du montant H.T. par la Région Normandie (soit 21.000 € maximum),
- la part de la collectivité, soit 40 % du montant H.T. (soit 28.000 € maximum) et la TVA applicable à cette part (soit 5.600 € maximum), pour un montant total maximal T.T.C. de 33.600 €, seront supportées par la Ville,
- il y a lieu de conclure une convention d'interventions afin de définir les modalités juridiques et financières de l'intervention de l'E.P.F. Normandie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes de la convention d'interventions à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie concernant l'îlot Duguay Trouin, portant sur le volet acquisitions foncières pour un montant de 1.200.000 € H.T. et les études techniques préalables aux travaux de déconstruction de cet îlot pour un coût maximal de 70.000 € H.T.,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention d'interventions à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie.

Pour l'autorité compétente, il est précisé que la dépense qui en résulte, concernant les études techniques, sera imputée au chapitre 21 article 2188 du budget principal.



La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité

**38°/ Signature de conventions d'interventions avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie sur le Quartier Lombardie et la maison de la Lombardie**

**Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI**

Considérant que :

- par délibération du 26 juin 2025, le Conseil Municipal a approuvé la feuille de route de la Ville dans le cadre du nouveau conventionnement avec l'Etablissement Public Foncier de Normandie, et en particulier la fiche-projet intitulée « Quartier Lombardie »,
- l'enveloppe allouée aux acquisitions foncières de cette opération s'élève à un montant de 2.000.000 € H.T.,
- il y a lieu de conclure une convention d'interventions veille foncière afin de définir les modalités juridiques et financières de l'intervention de l'E.P.F. Normandie en matière d'acquisitions foncières dans le périmètre « Quartier Lombardie »,
- par délibération de son Conseil d'Administration en date du 25 octobre 2024, l'Etablissement Public Foncier de Normandie a approuvé, dans le cadre de sa politique de requalification foncière et au titre du fonds friches, la prise en charge des études techniques préalables aux travaux de démolition de la Maison de la Lombardie à Rouen,
- la réalisation de ces études, dont le coût maximal estimé à un montant de 60.000 € H.T., sera financé à hauteur de 30 % du montant H.T. (soit 18.000 € maximum) par l'E.P.F. Normandie et à hauteur de 30 % du montant H.T. par la Région Normandie (soit 18.000 € maximum),
- la part de la collectivité, soit 40 % du montant H.T. (soit 24.000 € maximum) et la TVA applicable à cette part (soit 4.800 € maximum), pour un montant total maximal T.T.C. de 28.800 €, seront supportées par la Ville,
- il y a lieu de conclure une convention d'interventions afin de définir les modalités juridiques et financières de l'intervention de l'E.P.F. Normandie relative aux études techniques concernant la Maison de la Lombardie,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes de la convention d'interventions veille foncière ci-jointe à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie concernant le Quartier Lombardie,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer ladite convention d'interventions veille foncière à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie,
- 3.- approuve les termes de la convention d'interventions ci-jointe à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie concernant la Maison de la Lombardie, portant sur les études techniques préalables aux travaux de déconstruction de cet ensemble, pour un coût maximal de 60.000 € H.T.,
- 4.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer ladite convention d'interventions à intervenir entre la Ville de Rouen et l'E.P.F. Normandie,
- 5.- précise que la dépense qui résulte de cette dernière sera imputée au chapitre 21 article 2188 du budget principal.

La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité



## UNE VILLE SOLIDAIRE

### **40°/ Convention de partenariat entre la Ville de Rouen et l'association " EMERGENCE-S " relative à la remise d'objets trouvés non réclamés**

**Rapporteur : M. Kader CHEKHEMANI**

Considérant :

- La nécessité de prendre en charge les objets trouvés sur la voie publique,
- La volonté de la municipalité de céder à titre gracieux les objets trouvés non réclamés par leur propriétaire pendant le délai légal en vigueur, non réclamés par l'inventeur et non repris par la Direction Nationale d'Interventions Domaniales (D.N.I.D.) afin de développer des projets de développement durable qui favorisent la protection de l'environnement et la solidarité envers les populations défavorisées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve la convention de partenariat entre la ville de Rouen et l'association « EMERGENCE-S »,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer la convention de partenariat entre la ville de Rouen et l'association « EMERGENCE-S ».

La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité

### **41°/ Convention relative au financement des permanences de l'ordre des avocats pour la maison de justice et du droit - Conventonnement avec le Conseil départemental d'accès au droit de la Seine-Maritime**

**Rapporteur : Mme Amèle MANSOURI**

Considérant que :

- la Ville s'engage dans la lutte contre le non-recours et l'accès au droit,
- il est nécessaire de maintenir les permanences assurées par le Barreau de Rouen en faveur de l'information juridique des Rouennais.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée, à signer la convention avec le C.D.A.D.76,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée, à ordonner le paiement des dépenses correspondant à cette intervention,
- 3.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 011 « charges à caractère général » et l'imputation 6188 « autres frais divers » du budget, opération P062O018 « autres interventions sociales ».

La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité

### **42°/ Conventions de mise à disposition de locaux au sein de l'espace France Services**

**Rapporteur : Mme Fatima EL KHILI**

Considérant que :

- la mise à disposition de locaux aux partenaires fait partie intégrante des missions de l'Espace France Services,
- les conventions initiales ont permis de démontrer l'intérêt de ces mises à dispositions pour les habitants,





- il convient d'effectuer de nouvelles conventions afin de poursuivre la mise à disposition gratuite de locaux.
- la gratuité de la mise à disposition est justifiée par l'intérêt de service public de leurs missions.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer les conventions prenant effet à leur date de signature, pour une durée de 5 ans sans tacite reconduction.

La délibération votée à 20 h 52 est adoptée à l'unanimité

## LA VILLE SOUTIENT SES ASSOCIATIONS ET SA JEUNESSE

### **45°/ Signature de deux conventions pour la mise en place du projet de terrain d'aventure sur le terrain Jules Adeline**

**Rapporteur : Mme Caroline DUTARTE**

Considérant :

- La priorité définie par le Contrat de Ville de l'animation du quartier Grammont,
- L'opportunité d'utiliser le terrain Jules Adeline en amont du projet urbain,
- Que le projet porté par l'association concourt à la satisfaction d'un intérêt général,
- Les conditions de mise à disposition stipulées dans les conventions entre les signataires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- approuve la mise à disposition du terrain Jules Adeline par Rouen Habitat à la Ville de Rouen pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 30 novembre 2025.

2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de mise à disposition avec Rouen Habitat, stipulant les conditions d'utilisation du terrain

3.- approuve la mise à disposition du terrain Jules Adeline par la Ville de Rouen à l'association Des Camps sur la Comète.

4.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de mise à disposition avec la Ville de Rouen, stipulant les conditions d'utilisation du terrain et d'animation du projet de terrain d'aventure.

La délibération votée à 20 h 53 est adoptée à l'unanimité



## UNE VILLE A HAUTEUR D'ENFANTS

### **47°/ Renouveaulement de la convention de réservation de deux berceaux entre le Ministère de l'Intérieur et la Ville de Rouen**

**Rapporteur : Mme Annie BOULON-FAHMY**

Considérant que :

- dans le cadre de la politique de garde d'enfants des agents du ministère de l'Intérieur, M. le Préfet sollicite le renouvellement de la convention de réservation de deux berceaux dans les crèches gérées par les services municipaux,

- cette convention définit, d'une part, les conditions de réservation des berceaux dont l'attribution devra respecter les dispositions prévues par les règlements de fonctionnement des structures d'accueil et, d'autre part, le montant de la participation financière annuelle versée au titre de cette réservation.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes de la convention avec le ministère de l'Intérieur,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer avec le ministère de l'Intérieur la convention jointe en annexe,
- 3.- précise que la recette en résultant sera imputée au chapitre 74 (dotations et participations), article 74718 (participations – Etat) du budget.

La délibération votée à 20 h 53 est adoptée à l'unanimité

### **48°/ Règlements de fonctionnement de l'accueil collectif du jeune enfant, de l'accueil familial du jeune enfant / Règlements particuliers des établissements et service d'accueil / Règlement du Relais Petite Enfance et Règlement du Lieu d'Accueil Enfants Parents Ludobulle**

**Rapporteur : Mme Annie BOULON-FAHMY**

Considérant :

1.- La nécessité de modifier les règlements de l'accueil collectif du jeune enfant, de l'accueil familial du jeune enfant ainsi que les règlements particuliers des structures suivantes :

- Etoile du Sud,
- les Explorateurs,
- Graine de Vanille,
- Ile aux Trésors,
- Pierre de Lune,
- Pain d'Epices,
- Rose des Vents,
- Soleil Levant,
- Terre Adélie,

2.- Le règlement du Relais Petite Enfance (R.P.E.) et le règlement du Lieu d'Accueil Enfants Parents (L.A.E.P.) Ludobulle.

3.- L'ensemble de ces documents sont joints en annexe.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- adopte les modifications des règlements de l'accueil collectif du jeune enfant, de l'accueil familial du jeune enfant ainsi que des règlements particuliers des structures suivantes :



- Etoile du Sud**
- les Explorateurs,
  - Graine de Vanille,
  - Ile aux Trésors,
  - Pierre de Lune,
  - Pain d'Epices,
  - Rose des Vents,
  - Soleil Levant,
  - Terre Adélie.

2.- adopte les modifications du règlement du Relais Petite Enfance (R.P.E.) et du règlement du Lieu d'Accueil Enfants Parents (L.A.E.P.) Ludobulle.

La délibération votée à 20 h 53 est adoptée à l'unanimité

**49°/ Convention de partenariat entre la Ville de Rouen, l'Université de Rouen Normandie et l'Université de Caen Normandie pour un Projet de Recherche sur les Parcours Éducatifs des Jeunes Enfants avec Trouble du Spectre de l'Autisme**

**Rapporteur : Mme Annie BOULON-FAHMY**

Considérant :

- La nécessité de favoriser l'inclusion des enfants avec T.S.A.,
- L'importance de la collecte de données pour évaluer et améliorer les pratiques inclusives dans les crèches et la transition entre la crèche et l'école maternelle,
- Les engagements de la Ville de Rouen en matière de continuité pédagogique et de soutien aux enfants en situation de handicap,
- Les obligations légales et réglementaires en matière de protection des données personnelles et de confidentialité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes de la convention de partenariat conclue entre la Ville de Rouen et les représentants des Universités de Rouen Normandie et de Caen Normandie,
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à la signer,
- 3.- précise que les parties s'engagent à respecter les obligations légales et réglementaires en matière de protection des données personnelles et de confidentialité. Les données collectées seront pseudonymisées et conservées de manière sécurisée,
- 4.- précise que la convention peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties.

La délibération votée à 20 h 53 est adoptée à l'unanimité

**51°/ Simplification du règlement intérieur des accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires**

**Rapporteur : Mme Elizabeth LABAYE**

Considérant que :

- il convient de clarifier la rédaction du règlement intérieur des accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires.
- il convient d'améliorer l'accueil des enfants à besoin spécifique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- adopte les modifications du règlement intérieur des accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires.
- 2.- décide que ce règlement sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025.

Pour l'autorité compétente, M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la modification du règlement nommé ci-dessus.



La délibération votée à 20 h 53 est adoptée à l'unanimité

**52°/ Renouveaulement de la dérogation à l'organisation de la semaine scolaire sur quatre jours dans les écoles maternelles et élémentaires**

**Rapporteur : Mme Elizabeth LABAYE**

Considérant que :

- l'organisation de la semaine scolaire sur quatre jours a donné satisfaction,
- la dérogation actuelle arrive à échéance et qu'il est nécessaire de renouveler cette demande pour maintenir l'organisation actuelle,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à solliciter une nouvelle dérogation auprès de la Direction Académique des Services de l'Éducation Nationale pour organiser la semaine scolaire sur quatre jours à partir de la rentrée scolaire 2025/2026.
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer tout document nécessaire à la bonne réalisation de cette délibération.
- 3.- maintient l'organisation actuelle des rythmes scolaires sur huit demi-journées réparties sur quatre jours les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8 h 30 à 12 h et de 12 h à 16 h 30 pour une nouvelle période de trois ans à compter de la rentrée scolaire 2025.

La délibération votée à 20 h 53 est adoptée à l'unanimité

**UNE VILLE SPORTIVE**

**56°/ Renouveaulement de la convention type d'occupation des équipements sportifs et autres organismes à but non lucratif**

**Rapporteur : Mme Sarah VAUZELLE**

Considérant que :

- les conventions types d'occupation d'équipements sportifs sont arrivées à échéance,
- après ces 3 années d'application, il convient de renouveler ces conventions types pour une durée de 3 ans.
- les clubs de plongée et d'escalade, ayant des obligations annuelles de maintenance spécifique, une convention type particulière doit être adoptée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer les différentes conventions types d'occupation des équipements sportifs avec les associations sportives et/ou les organismes à but non lucratif.

La délibération votée à 20 h 53 est adoptée à l'unanimité



**57°/ Convention tripartite d'utilisation des équipements sportifs couverts par les élèves des collèges**  
**Rapporteur : Mme Sarah VAUZELLE**

Considérant que :

- Que, par délibération du 8 juillet 2024, la Commission Permanente du Conseil Départemental a adopté la convention tripartite d'utilisation des équipements sportifs couverts par les élèves des collèges pour les années 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027,
- cette convention doit permettre le versement d'une participation annuelle du Département pour les années 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027.
- la convention est rétroactivement applicable à la rentrée de septembre 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention avec le Département de la Seine Maritime fixant sa participation financière à hauteur de 12 € l'heure pour l'utilisation des équipements sportifs municipaux mis à la disposition des collèges pour les années 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027,
- 2.- autorise M. le Maire à percevoir la participation annuelle déterminée par le Département en fonction de l'utilisation réelle par les collèges pour les périodes précitées,
- 3.- précise que les recettes en résultant seront imputées au chapitre 74 (dotation et participations), articles 7473 (Départements) du budget sur l'opération P058O013T37 (Recettes de fonctionnement H2O et GPS).

La délibération votée à 20 h 53 est adoptée à l'unanimité

**FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITE**

**58°/ Convention de mise à disposition de locaux à usage de bureau de vote - Cité scolaire Camille SAINT-SAENS**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que :

- la convention de mise à disposition la salle de restauration scolaire et les sanitaires au profit de la Ville de Rouen, en vue d'y implanter deux bureaux (voir quatre en cas de double scrutin) arrivera à échéance le 20 février 2026.
- il convient de renouveler ladite convention jointe en annexe à la délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise la prise à bail du réfectoire scolaire et des sanitaires du lycée Camille Saint-Saëns, situé à Rouen, pour une durée de six années, en vue d'y implanter deux bureaux de vote (quatre en cas de double scrutin), lors des périodes électorales,
- 2.- précise que la mise à disposition est consentie à titre gratuit et restera sans incidences financières pour la Ville,
- 3.- autorise M. le Maire ou l'élue délégué à signer la convention de mise à disposition à intervenir avec la Région Normandie et la cité scolaire Camille Saint-Saëns.

La délibération votée à 20 h 53 est adoptée à l'unanimité



**59°/ Convention de mise à disposition de locaux à usage de bureau de vote - Collège BARBEY-D'AUREVILLY**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que :

- la convention de mise à disposition du gymnase, des salles de tennis de table et omnisport au profit de la Ville de Rouen, en vue d'y implanter quatre bureaux (voire huit en cas de double scrutin) arrivera à échéance le 20 février 2026.
- il convient de renouveler ladite convention, jointe à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise la prise à bail du gymnase, des salles de tennis de table et omnisport du collège Barbey d'Aurevilly, situé à Rouen, pour une durée de six années, en vue d'y implanter quatre bureaux de vote (huit en cas de double scrutin), lors des périodes électorales,
- 2.- précise que la mise à disposition est consentie à titre gratuit et restera sans incidences financières pour la Ville,
- 3.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer la convention de mise à disposition à intervenir avec le Département de la Seine-Maritime et le collège Barbey d'Aurevilly.

La délibération votée à 20 h 53 est adoptée à l'unanimité

**60°/ Compte-rendu des décisions prises par le Maire dans le cadre de sa délégation**

**Rapporteur : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL**

Considérant que conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. le Maire a rendu compte au Conseil Municipal des décisions qu'il a été amené à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, depuis la réunion du Conseil Municipal du 3 avril 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend acte du compte rendu considéré ci-dessus.

Le Conseil Municipal prend acte du compte rendu.

**61°/ Communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion de la Société Publique Locale Rouen Normandie Stationnement pour les exercices 2019 à 2023**

**Rapporteur : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL**

Considérant que :

- la Chambre Régionale des Comptes de Normandie a procédé au contrôle de la gestion de la S.P.L. Rouen Normandie Stationnement pour les exercices 2019 à 2023,
- à l'issue de ce contrôle, la Chambre Régionale des Comptes a transmis un rapport d'observations définitives à la Ville le 21 janvier 2025,
- le rapport d'observations définitives, intégrant les réponses du Directeur Général de la SPL, du Maire de Rouen et du Président de la Métropole a été communiqué à la Ville le 12 mars 2025,
- ce rapport doit être communiqué à l'assemblée délibérante,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend acte de la communication des observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Normandie à la Ville le 12 mars 2025.

Le Conseil Municipal prend acte de la communication des observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de Normandie à la Ville le 12 mars 2025.



**64°/ Protocole d'accord transactionnel suite à un désordre crèche Rose des Vents**  
**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que :

- la Ville a subi un désordre à la suite de la mauvaise exécution des travaux réalisés pour la construction de la crèche Rose des Vents,
- la Ville percevra une indemnisation du préjudice subi à hauteur de 89 305,82 € TTC,
- il est dans l'intérêt des sociétés et de la Ville de Rouen de mettre fin définitivement au litige qui les oppose,
- il est par conséquent nécessaire de conclure un protocole transactionnel avec les sociétés SMABTP, AXA, MAF, APAVE,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes du protocole transactionnel à conclure avec les sociétés SMABTP, AXA, MAF, APAVE.
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer le protocole transactionnel.
- 3.- précise que la recette en résultant sera imputée au chapitre 75 (autres produits de gestion courante), article 75888 (autres).

La délibération votée à 20 h 54 est adoptée à l'unanimité

**65°/ Présentation de l'état d'avancement de la gestion des autorisations de programme votées au budget de la Ville**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que :

- le Règlement Budgétaire et Financier de la Ville de Rouen prévoit les modalités d'information de l'Assemblée délibérante au sujet de la gestion de l'engagement des crédits pluriannuels,
- une annexe, reprenant pour chacune des politiques municipales, programmes et enveloppes de financement, l'état d'avancement de la consommation des autorisations de programme votées au budget primitif 2025 est jointe à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal prend acte des informations communiquées en annexe de la présente délibération sur l'état d'avancement de la consommation des autorisations de programme votées lors du Budget primitif pour l'exercice 2025.

Le Conseil Municipal prend acte des informations communiquées sur l'état d'avancement de la consommation des autorisations de programme votées lors du Budget primitif pour l'exercice 2025.

**66°/ Rémunération et revalorisation des animateurs extrascolaires des contrats d'engagement éducatif**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant qu'il convient de revaloriser la rémunération des agents recrutés via un Contrat d'Engagement Educatif.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- adopte les dispositions énoncées ci-dessus concernant la revalorisation des animateurs extrascolaires non diplômés pour atteindre le plancher réglementaire de 51,08 € (brut) par jour
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à appliquer les dispositions en résultant, dans la limite des crédits budgétaires définis et inscrits pour le paiement de ces rémunérations,



3.- précise que les dépenses en résultant seront imputées au chapitre 12 (charges de personnel), article 64131 du budget.

La délibération votée à 20 h 54 est adoptée à l'unanimité

**67°/ Transfert à la Métropole Rouen Normandie de 22 postes et 18 agents affectés à la compétence voirie**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que :

- le service voirie de la Ville de Rouen, chargé de la mise en œuvre de cette compétence, a été transféré à la Métropole en 2025, à l'exception de certains agents ayant choisi de rester à la Ville de Rouen,
- une demande de transfert a été formulée fin 2022 par les 22 agents restés à la Ville de Rouen,
- La décision conjointe de la Ville de Rouen et de la Métropole Rouen Normandie d'engager les démarches nécessaires au transfert de ces 22 postes à compter du 1er septembre 2025 afin de finaliser le transfert de compétence initié en 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve le transfert à la Métropole Rouen Normandie de 22 postes affectés à la compétence voirie à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025.
- 2.- approuve le transfert à la Métropole Rouen Normandie des 18 agents affectés à la compétence voirie à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2025.

La délibération votée à 20 h 54 est adoptée à l'unanimité

**68°/ Convention de partenariat entre la Ville de Rouen et la préfecture de la Seine-Maritime relative au partage des images de vidéo-protection**

**Rapporteur : M. Kader CHEKHEMANI**

Considérant qu'il est nécessaire de formaliser par une convention les modalités du partenariat entre la Ville de Rouen, la DIPN et la Préfecture de la Seine-Maritime au titre de la vidéoprotection urbaine.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer ladite convention dont le projet est joint à la présente délibération,
- 2.- s'engage à mettre à disposition, auprès de la Préfecture de la Seine-Maritime et de la DIPN 76, les caméras de vidéoprotection de la Ville de Rouen.

La délibération votée à 20 h 54 est adoptée à l'unanimité

**70°/ Convention de mise à disposition de locaux avec la Métropole Rouen Normandie**

**Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE**

Considérant que :

- la Métropole Rouen Normandie est propriétaire du Théâtre des Arts qui comprend une case commerciale actuellement mise à disposition de la Ville de Rouen,
- la Ville souhaite continuer à bénéficier de ce local pour pouvoir le proposer à des acteurs de son territoire,
- la Ville de Rouen est, par ailleurs, propriétaire d'un atelier et d'un local sanitaires dans les locaux du 27, rue Victor Hugo, actuellement mis à disposition de la Métropole Rouen Normandie,





- celle-ci, dans le cadre de ses actions menées au titre du Label Villes et Pays d'Art et d'Histoire souhaite également continuer à bénéficier de ces locaux,

- les actions menées respectivement par les deux partenaires concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de mise à disposition à titre gracieux d'une part, du local situé 16, rue Jeanne d'Arc à Rouen par la Métropole Rouen Normandie au profit de la Ville de Rouen et d'autre part, de locaux situés 27, rue Victor Hugo à Rouen par la Ville de Rouen au profit de la Métropole Rouen Normandie.

La délibération votée à 20 h 54 est adoptée à l'unanimité

**71°/ Convention de partenariat pour la surveillance des installations de détection incendie et intrusion de la bibliothèque patrimoniale et du musée des beaux-arts**

**Rapporteur : Mme Marie-Andrée MALLEVILLE**

Considérant que :

- la convention signée en 2016 est caduque,
- les missions assurées par chaque partie doivent être clairement précisées,
- il est nécessaire de définir la répartition des compétences sécurité et sûreté entre les parties.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal PRES EN AVOIR DELIBERE :

- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de partenariat pour la surveillance des installations de détection incendie et intrusion de la bibliothèque patrimoniale et du musée des Beaux-Arts 2025 -2029.

La délibération votée à 20 h 54 est adoptée à l'unanimité

**72°/ Avenant n° 1 à la convention de prestations de services relative au garage municipal**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que :

- l'article 3 de la convention prévoit la mise à disposition d'un agent métropolitain pour assurer la logistique des pièces détachées nécessaires à la réparation des véhicules et notamment ceux de la Métropole. Cette mise à disposition est portée au crédit de la Métropole dans le mémoire financier, établi semestriellement, relatif aux frais de garage engagés par la Ville pour l'entretien des véhicules de la Métropole,
- l'absence prolongée de l'agent mis à disposition depuis le 1<sup>er</sup> février 2025 a un impact significatif sur l'organisation et la continuité d'activité du garage municipal ;
- il convient, pour la Ville de Rouen, d'identifier des solutions pour pallier autant que possible à l'absence de l'agent mis à disposition (recrutement temporaire, mobilisation d'heures supplémentaires etc.).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- autorise le Maire à signer l'avenant n° 1 à la convention de prestations entre la Ville de Rouen et la Métropole Rouen Normandie afin que la Ville de Rouen mette en place le recrutement d'un agent de remplacement ou la rémunération d'heures supplémentaires dans la limite de 25 heures hebdomadaires pour assurer les missions du titulaire absent et à prévoir les 5% de frais de gestion applicables à la prestation assurée. L'avenant détaille les nouvelles dispositions.

2.- prend acte, des dispositions suivantes :

Les recettes en résultant seront imputées au chapitre 70 (Produits des services du domaine et ventes diverses) du budget primitif 2025

La délibération votée à 20 h 54 est adoptée à l'unanimité



**73°/ Annulation de pénalités au profit de l'entreprise manufacture Vincent PETIT dans le cadre des travaux de l'abbatiale Saint-Ouen**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que :

- Que le marché de travaux des vitraux a été attribué à l'Entreprise Manufacture Vincent PETIT,
- Que l'Entreprise Manufacture Vincent PETIT a pris du retard dans la réalisation des travaux et s'est vu appliquer des pénalités de retard pour un montant de 57.900 €.
- Que l'Entreprise Manufacture Vincent PETIT demande l'annulation des pénalités de retard à l'appui d'un mémoire en réclamation justifié par une mobilisation sur le chantier de Notre Dame de Paris ainsi que des aléas non imputables à la Ville liés aux autres marchés de travaux de l'Abbatiale.
- Que la Ville de Rouen accède favorablement à la demande en annulation des pénalités de retard de l'entreprise Manufacture Vincent PETIT compte-tenu des éléments tangibles apportés.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- renonce à l'application des pénalités de retard, calculées en application du C.C.A.P. pour l'Entreprise Manufacture Vincent PETIT à hauteur de 57.900 € (cinquante-sept mille neuf cents euros) au regard des justificatifs apportés,
- 2.- charge M. le Maire de toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La délibération votée à 20 h 54 est adoptée à l'unanimité

**74°/ Contrat de mandat de facturation avec la société GENERIX et accord de dématérialisation fiscales des factures**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que :

- la société GENERIX est prestataire d'E.D.F. pour la gestion et le traitement des factures issue de la production d'électricité par cogénération,
- la Ville de Rouen est le fournisseur d'électricité auprès d'E.D.F. et émet en conséquence des factures qui permettent la réception de recettes,
- la Ville de Rouen doit pouvoir avoir accès à la plate-forme GENERIX dans le cadre d'une relation tripartite avec les sociétés E.D.F. et GENERIX,
- il est dans l'intérêt de la Ville de Rouen de signer le contrat de mandat de facturation et l'accord de dématérialisation joints.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- 1.- approuve les termes de la convention de mandat de facturation à intervenir avec la société GENERIX,
- 2.- approuve les termes de l'accord de dématérialisation avec les sociétés GENERIX et E.D.F.
- 3.- autorise M. le Maire, ou l'élue délégué à signer le contrat de mandat de facturation et l'accord de dématérialisation ainsi que les actes administratifs en découlant.
- 4.- précise que les recettes en résultant seront affectées au chapitre 20 Article 70 Nature 70878, imputation 70878.

La délibération votée à 20 h 55 est adoptée à l'unanimité



**75°/ Garantie d'emprunt - Association Régie des quartiers de Rouen - Avenant au contrat de prêt de 700.000 €- Acquisition du siège de l'association**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

1.- décide d'accorder la garantie de la Ville, à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 700.000,00 €, souscrit par la Régie des Quartiers de Rouen auprès de la Caisse d'Epargne selon les caractéristiques financières et les charges et conditions de l'avenant au contrat de prêt joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération,

Les caractéristiques financières du prêt consenti par le Crédit Coopératif à la société publique locale Rouen Normandie Stationnement sont les suivantes :

- montant du prêt : 700.000 €,
- type de prêt : taux fixe,
- base de calcul des intérêts : 30/360 jours,
- durée totale du prêt : 180 mois soit 15 ans, dont durée restante de 178 mois,
- échéance : mensuelle et constante,
- taux : 3,47 %,
- frais de dossier : 1 000,00 €,
- date de première échéance : 05/04/2025.

2.- constate que cet emprunt est destiné à financer l'acquisition du siège social de l'association, situé 18 avenue des 4 Cantons à Rouen,

3.- constate que la garantie de la Ville est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur 50 % des sommes contractuellement dues par la Régie des Quartiers de Rouen, dont cette dernière ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité,

4.- accepte que la commune, sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse d'Epargne, s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Régie des Quartiers de Rouen pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement,

5.- s'engage, pendant toute la durée du contrat de prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,

6.- autorise M. le Maire ou l' élu délégué à signer l'avenant au contrat de prêt conclu entre la Régie des Quartiers de Rouen et la Caisse d'Epargne ainsi que la convention financière à intervenir avec l'association la Régie des Quartiers en vue de définir les modalités de mise en œuvre de la garantie d'emprunt.

La délibération votée à 20 h 55 est adoptée à l'unanimité

**76°/ Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 12 mai 2025 relatif au transfert de la piste d'athlétisme**

**Rapporteur : M. Matthieu DE MONTCHALIN**

Considérant que :

- il y a lieu de constituer une provision pour risques et charges,
- le Conseil de la Métropole en date du 12 février 2024 a déclaré d'intérêt métropolitain la piste d'athlétisme située dans le stade Jean Adret à Sotteville-Lès-Rouen à partir du 1er septembre 2024,
- les modalités de transfert de la piste d'athlétisme du stade Jean Adret situé sur la Commune de Sotteville-Lès-Rouen ont été étudiées par la C.L.E.C.T. du 12 mai 2025,
- il convient de se prononcer sur le rapport d'évaluation des charges transférées dans le cadre du transfert de la piste d'athlétisme du stade Jean Adret,
- il y a lieu de se prononcer sur ce rapport dans les termes de l'article L.5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.



Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d'approuver le rapport de la C.L.E.C.T. du 12 mai 2025 annexé à la présente délibération.

M. le Maire indique que les élus du groupe Au Cœur de Rouen ne prennent pas part au vote.

La délibération votée à 20 h 55 est adoptée

(41 voix pour : groupe Fier.e.s de Rouen,

groupe Rouen l'écologie en actes – EELV-Génération.s-Citoyen.nes, groupe communiste)

(6 voix contre : groupe Rouen A'Venir Centre & Indépendants,

groupe Les Républicains)

### Motions & vœux (suite)

Vœu, présentée par l'ensemble des groupes de la majorité municipale, sous le titre « Face à la haine, Rouen choisit la fraternité »

Le vœu est présenté par M. FEHIM.

À Rouen comme ailleurs, nous ne pouvons rester silencieux face à la montée des discours de haine, à la banalisation des actes racistes, antisémites, LGBTphobes et tout autre acte discriminatoire. Ces violences verbales ou physiques, qu'elles soient spectaculaires ou insidieuses, sapent les fondements de notre société.

C'est pourquoi, il est nécessaire de réaffirmer notre attachement indéfectible aux valeurs de la République : la laïcité, la tolérance, le respect de la dignité humaine, l'égalité entre toutes et tous, sans distinction d'origine, de religion, d'orientation sexuelle ou de couleur de peau. Ces principes ne sont pas des slogans : ce sont des boussoles. Et en ces temps troublés, nous devons les brandir haut et en suivre le chemin indiqué.

Aucune rouennaise, aucun rouennais ne doit avoir à vivre dans la peur d'être insulté, stigmatisé ou agressé pour ce qu'il est, ou pour ce qu'il croit.

Nous exprimons toute notre solidarité à celles et ceux qui subissent ces discriminations. Le combat contre la haine n'est pas celui des seules victimes. C'est celui de toutes les consciences éveillées, c'est celui de la République, c'est aussi celui de notre ville.

Mais notre responsabilité d'élue.e.s ne s'arrête pas à la dénonciation. Elle implique l'action. Dans une période où certains cherchent à opposer les citoyennes et les citoyens, nous devons au contraire renforcer les liens qui nous unissent.

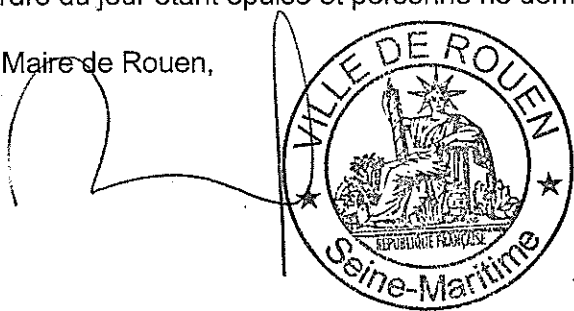
Nous, élu.e.s des groupe Fiers de Rouen, Rouen l'Ecologie en Actes et élu.e.s communistes, appelons donc chacune et chacun à faire vivre, au quotidien, les valeurs d'inclusion, de fraternité et d'unité. A amplifier les actions de sensibilisation, d'éducation et de formation contre les préjugés et les discriminations en s'appuyant sur les associations locales, les établissements scolaires, les initiatives citoyennes. Car c'est dès le plus jeune âge, dans les quartiers, à l'école, dans l'espace public, que se déconstruisent les stéréotypes et que se construit la fraternité.

\*\*\*

M. le Maire précise que la prochaine séance du Conseil Municipal aura lieu le jeudi 2 octobre 2025 à 14 h.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 21 h 01.

Le Maire de Rouen,



Mme, M. le secrétaire de séance

076-217605401-20251017-PV-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/10/2025  
Publication : 17/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

